

Assemblée de la Commission communautaire française



BILAN DE LA TROISIEME LEGISLATURE

1999-2004

SOMMAIRE¹

En bref.....	3
1. Les compétences de l'Assemblée de la Commission communautaire française	4
2. Fonctionnement de l'Assemblée.....	6
3. Etat du travail législatif.....	8
A. Commission du Budget, de l'Administration, des Relations extérieures et des Compétences résiduares	8
B. Commission des Affaires sociales.....	28
C. Commission de la Santé	33
D. Commission de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, du Tourisme et du Transport scolaire	40
E. Commission de Coopération avec d'autres Parlements	49
F. Commission spéciale du Budget et du Compte de l'Assemblée	50
G. Commission spéciale du Règlement.....	53
H. Commission de contrôle des Communications gouvernementales	55
I. Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	56
4. Liste des décrets, règlements, résolutions, ..., votés session par session	58
5. Interpellations	72
6. Questions orales.....	86
7. Questions d'actualité.....	95
8. Etat du travail des parlementaires	100
9. Les relations publiques	106
10. Les relations internationales	112
11. Annexes	119

¹ Les informations contenues dans ce document ont été arrêtées au 14 mai 2004.

En bref

Durant cette législature 1999-2004, l'exercice du pouvoir législatif s'est traduit par l'adoption de 77 décrets (budgets non compris qui concernaient l'assentiment à des traités ou accords internationaux). Par ailleurs, l'Assemblée a adopté 6 règlements (budgets non compris) et 10 résolutions.

1. Le statut d'entité fédérée à part entière de la Commission communautaire, française a été explicitement reconnu par la Cour d'arbitrage.

Cinq textes légaux en témoignent notamment :

1. la loi du 4 août 1996 modifiant les lois coordonnées relatives au Conseil d'Etat place l'Assemblée de la Commission communautaire française sur un pied d'égalité avec les autres assemblées législatives ;
 2. la loi spéciale du 25 juin 1998 réglant la responsabilité des membres du gouvernement de communauté et de région, s'applique également aux membres du Collège de la Commission communautaire française, dans l'exercice des compétences législatives ;
 3. la loi spéciale du 7 mai 1999 modifiant l'article 32 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, relative à la prévention et au règlement des conflits d'intérêts, inclut l'Assemblée dans la procédure, sur base de sa compétence législative ;
 4. la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et aux communautés et modifiant l'article 22 §5 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises donne à l'Assemblée le pouvoir de régler et d'exercer le contrôle des communications gouvernementales des membres de son Collège, à l'instar de ce qui se fait dans les autres assemblées (Chambre, Sénat, Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, Parlement de la Communauté française, ...)
 5. la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des communautés et extension des compétences fiscales des régions confère la capacité d'emprunt à la Commission communautaire française, au même titre que les autres entités fédérées
2. Le site de l'Assemblée sur le réseau Internet (<http://www.accf.irisnet.be>) est opérationnel. Il a fait l'objet d'une dynamisation et est doté d'une rubrique « Archives » performante. Outre son intérêt comme outil d'information du public, ce site permet également la consultation de tous les documents parlementaires de manière à faciliter le travail des élus.
 3. Une attention toute particulière a été accordée aux relations internationales : l'Assemblée a noué des liens avec d'autres institutions parlementaires et régionales. L'Assemblée fait dorénavant partie de l'Entente entre l'Assemblée nationale du Québec et les assemblées francophones de Belgique.

Depuis le mois de juin 2001, l'Assemblée a adopté une série de décrets portant assentiment à des accords de coopération conclus avec quelques pays (Bénin, Vietnam, Maroc, Congo, ...).

4. L'Assemblée a mis sur pied un vaste programme de sensibilisation et d'éducation des jeunes à la citoyenneté responsable, ce qui a permis, chaque année, à mille cinq cents élèves de dernière année de l'enseignement secondaire de visiter le Fort de Breendonk et le Musée juif de la Résistance et de la Déportation de Malines. Cette initiative est prolongée par une journée « citoyenneté » au Parlement bruxellois.

1. Les compétences de l'Assemblée de la Commission communautaire française

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale comprenait 75 conseillers, 64 francophones et 11 néerlandophones, au cours de la législature 1999-2004.³

Chaque groupe linguistique examine seul les matières qui concernent exclusivement sa communauté. Les francophones constituent l'Assemblée de la Commission communautaire française, organisée sur le modèle des autres assemblées parlementaires du pays. Elle vote des décrets et, pour certaines matières, des règlements qui lui sont proposés par ses membres ou par le Collège, gouvernement de la Commission communautaire française.

Par voie décrétales et donc de manière souveraine, la Commission communautaire française gère des matières qui peuvent être classées sous quatre « titres » :

- les matières culturelles :
 1. les infrastructures sportives ;
 2. le tourisme ;
 3. la formation professionnelle et la promotion sociale ;

- l'enseignement :
 1. le transport scolaire ;
 2. la gestion du patrimoine immobilier de l'enseignement public autre que l'enseignement supérieur ;
 3. la Commission communautaire française est le pouvoir organisateur de l'enseignement francophone de l'ancienne province de Brabant ;

- la santé :
 1. la dispensation des soins, à l'exception des hôpitaux universitaires et des missions de l'Office de la naissance et de l'enfance (O.N.E.). La médecine préventive n'est pas de sa compétence ;

- l'aide aux personnes :
 1. la politique familiale à l'exception de la petite enfance (mission de l'O.N.E.) ;
 2. l'aide sociale ;
 3. l'accueil et l'intégration des immigrés ;
 4. la politique des handicapés, sauf les normes qui déterminent les catégories des handicapés pris en charge ;
 5. le troisième âge.

³ A partir du renouvellement intégral du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale le 13 juin 2004, les députés bruxellois seront au nombre de 89 (72 francophones et 17 néerlandophones). La Commission communautaire française se compose dès lors des 72 élus francophones.

Les établissements pour personnes handicapées, les centres de planning familial (P.M.F.), les centres de service social, les services d'aide aux familles, les centres de santé mentale et les maisons de repos francophones qui faisaient partie des matières déléguées depuis 1990, relèvent de la Commission communautaire française.

Pour toutes ces matières, les ministres, membres du Collège sont pleinement responsables devant l'Assemblée. Elle peut donc les démettre mais doit alors utiliser la procédure de méfiance constructive et les remplacer.

Les autres matières communautaires sont restées dans le giron de la Communauté française de Belgique, institution qui reste commune à la Wallonie et à Bruxelles ; il s'agit essentiellement de la culture, l'enseignement et l'audiovisuel.

Cependant, la Commission communautaire française reçoit une dotation de la Communauté française pour gérer, sous forme de règlement et sous sa tutelle, des activités typiquement bruxelloises dans ces trois domaines. Citons comme exemples l'enseignement artistique, les activités préscolaires, parascolaires et post-scolaires, la promotion de la langue française, la lecture publique, l'éducation permanente, les arts, l'édition, le tourisme culturel ou encore le sport.

Avant d'examiner et voter en séance plénière les projets ou propositions, les commissions de l'Assemblée préparent le travail parlementaire¹.

Une partie significative du travail parlementaire se déroule ainsi en commission. Les membres s'y informent, discutent, amendent les propositions et projets, réservant les débats sur leur opportunité à la séance plénière. Chaque examen d'une proposition ou d'un projet en commission fait l'objet d'un rapport détaillé, avant la discussion générale et la discussion des articles, par un membre de l'Assemblée désigné en qualité de rapporteur.

Le fonctionnement des commissions et de l'Assemblée est régi par son règlement. Les séances de l'Assemblée et de ses commissions sont, en règle générale, publiques. Les documents parlementaires peuvent être consultés ou achetés.

¹ Il faut noter que depuis le 1^{er} janvier 2002, les ministres, membres du Collège, ne font plus partie de l'Assemblée. S'ils sont députés, ils ne peuvent plus siéger pendant la durée de leur mandat ministériel. En conséquence, leurs députés suppléants deviennent des députés à part entière avec voix délibérative pendant l'indisponibilité du ministre.

2. Fonctionnement de l'Assemblée

A. Informatisation des services du greffe

Service Intranet

Le passé

Réalisée dès 1995, l'informatisation des services du greffe a été largement développée au cours de cette législature.

Au départ d'un réseau interne qui permet une souplesse de rédaction, correction ou consultation des textes parlementaires à l'écran par plusieurs utilisateurs du greffe ou du cabinet de la présidence, le système informatique a été amplifié tout d'abord par l'adjonction d'une reconnaissance de texte.

Le présent

Le courrier (y compris les propositions et projets) qui parvient au greffe est désormais communiqué via le réseau aux personnes qui gèrent le dossier concerné. Celles-ci peuvent à tout moment l'afficher à l'écran sans qu'il soit nécessaire de recourir systématiquement à des photocopies. Un moteur de recherche est associé à cette application.

La plus grande partie des communications internes qui nécessitent un support se font à présent par intranet. Vers l'extérieur, les échanges non sécurisés ont recours à internet.

Dans le même temps, une banque de données a été créée pour informatiser l'expédition des documents parlementaires, au départ de plusieurs fichiers d'adresses, parfois entremêlés.

Désormais, le greffe de l'Assemblée gère complètement seul les envois de documents parlementaires (antérieurement, le service expédition du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale s'occupait des envois aux destinataires non parlementaires, dans les trois mois). Ainsi, le nombre de documents imprimés a été réduit de 500 à 250 exemplaires.

Tous les envois sont désormais effectués très rapidement après leur impression.

Il est évident que le nombre d'abonnés aux documents de l'Assemblée de la Commission communautaire française a été réduit grâce au développement du site internet.

Site Internet

Mise en place en mai 2000, une première structuration du site Internet de l'Assemblée est présentée à la presse en collaboration avec le CIRB qui héberge le site sur irisnet. La structure interactive du site est faite en 2002.

Le site fournit des informations sur :

- les parlementaires ;
- le fonctionnement de l'Assemblée ;
- les archives ;
- les activités de l'Assemblée (relations extérieures, patronages, éducation à la citoyenneté, nouvelles brèves) ;
- les documents parlementaires (propositions et projets, bulletins des travaux, rapports des commissions, C.R.A., C.R.I., bulletins des questions et réponses, bulletins des interpellations, décrets et règlements adoptés ;
- l'agenda parlementaire (séances plénières, commissions).

L'avenir

D'ores et déjà, l'informaticien recruté par l'Assemblée travaille au développement prochain du système, sur base des souhaits exprimés par les parlementaires et des décisions du Bureau.

La structure future du réseau informatique permettra une gestion « active » de la base de données et la production de « tables » thématiques, chronologiques, alphabétiques, etc., à la demande.

L'accessibilité à cette « base de données » est prévue, via internet, aux députés membres de l'Assemblée moyennant un accès sécurisé.

B. Le budget

Le fonctionnement de l'Assemblée et de ses services est assuré de manière autonome par une dotation que la Commission communautaire française lui alloue.

Il est de tradition en effet dans les régimes démocratiques que le pouvoir exécutif ne contrôle pas le fonctionnement du pouvoir législatif bien que lui octroyant les moyens d'assumer pleinement ses missions.

En 2004, le budget de fonctionnement de l'Assemblée de la Commission communautaire française s'élève à 3.294.610 €.

Il est ventilé comme suit (chiffres arrondis) :

- Personnel	41,2%
- Fonctionnement proprement dit de l'Assemblée, des commissions, du Bureau et du Bureau élargi	21,3%
- Frais d'administration (principalement impression des documents parlementaires), mobilier, matériel, documentation, déplacements	10,7%
- Bâtiments (siège de l'Assemblée)	12,3%
- Aide aux groupes politiques	7,6%
- Relations publiques et internationales	4,2%
- Initiatives culturelles et sociales	1,7%
- Divers	1,0%

3. Etat du travail législatif

A. Commission du Budget, de l'Administration, des Relations extérieures et des Compétences résiduelles

Réunions « fonctionnelles »

Session ordinaire 1999-2000

- Nomination du Bureau de la commission : 19 octobre 1999

Présidente : Mme Martine Payfa

Vice-présidents : M. Mahfoudh Romdhani et Mme Anne-Sylvie Mouzon

Session ordinaire 2001-2002

- Examen de l'arriéré des travaux de la commission : 13 janvier 2002

Session ordinaire 2002-2003

- Désignation de la Présidente de la commission : 23 juin 2003

Présidente : Mme Caroline Persoons

- Examen de l'arriéré des travaux de la commission : 1^{er} octobre 2003

Interpellation

Interpellation de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative aux « retombées des accords dits du Lombard sur la Commission communautaire française »

Date : 22 mai 2001

Administration et compétences résiduelles

Session ordinaire 1999-2000

Proposition de décret modifiant le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, déposée par M. François Roelants du Vivier, Mme Anne Herscovici, MM. Mahfoudh Romdhani et Michel Lemaire
11 (1999-2000) n° 1, 2 et 3

Rapporteuse :	Mme Françoise Bertieaux
Réunions :	1 ^{er} et 7 décembre 1999
Adoption en séance plénière :	13 décembre 1999
Moniteur belge :	21 juillet 2000

Session ordinaire 2000-2001

Acquisition d'un bâtiment par l'administration de la Commission communautaire française et déménagement des services
22 (2000-2001) n° 1

Rapporteur :	M. Claude Michel
Réunions :	14 février, 9 mars, 24 avril, 16 mai 2001

Audition des membres du Bureau du Conseil consultatif des francophones de la périphérie

Réunion :	faute de quorum la réunion du 9 mai a été reportée
-----------	--

Proposition de résolution concernant l'évolution à apporter aux institutions bruxelloises déposée par Mme Isabelle Gelas et M. Marc Cools
19 (2000-2001) n°1

Rapporteuse :	Mme Caroline Persoons
Réunions :	22, 30 mai, 13 juin 2001 suspension

Session ordinaire 2001-2002

Proposition de décret instituant un service de médiation de la Commission communautaire française, déposée par M. Fouad Lahssaini et Mme Evelyne Huytebroeck
20 (2000-2001) n°1

Rapporteuse :	Mme Caroline Persoons
Réunion :	20 février 2002 suspension

Proposition de décret relative au contrôle des communications gouvernementales, déposée par Mmes Martine Payfa, Caroline Persoons, MM. Christos Doulkeridis, Mahfoudh Romdhani et Michel Lemaire
32 (2001-2002) n°1 et 2

Rapporteurs : MM. Michel Moock et Philippe Smits
Réunion : 13 mai 2002¹
Adoption en séance plénière : 31 mai 2002
Moniteur belge : 20 février 2003

Proposition de décret relatif à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations de la Commission communautaire française, déposée par MM. Alain Bultot et Michel Moock
33 (2001-2002) n°1

et

Proposition de décret concernant l'usage de standards ouverts et de logiciels libres dans l'administration de la Commission communautaire française, déposée par Mme Françoise Schepmans et M. François Roelants du Vivier
35 (2001-2002) n°1

Rapporteurs : MM. Serge de Patoul et Mahfoudh Romdhani
Réunions : 14 mai, 11 et 26 juin, 7 et 9 octobre 2002

Proposition de résolution relative à l'égalité entre les femmes et les hommes en Commission communautaire française, déposée par Mmes Sfia Bouarfa et Amina Derbaki Sbaï
34 (2001-2002) n° 1

Rapporteuse : Mme Dominique Braeckman
Réunion : 10 juin 2002
suspension

Proposition de décret créant un fonds d'équipement des écoles techniques et professionnelles, déposée par MM. Denis Grimberghs, Christos Doulkeridis, Didier van Eyll, Mmes Anne-Françoise Theunissen, Julie de Grootte et M. Michel Lemaire
28 (2001-2002) n° 1

Rapporteur : M. Mohamed Azzouzi
Réunion : 12 juin 2002²
Suspension

Session ordinaire 2002-2003

Proposition de décret relatif à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations de la Commission communautaire française, déposée par MM. Alain Bultot et Michel Moock
33 (2001-2002) n° 1
33 et 35 (2002-2003) n° 2 et 3

et

¹ En commissions réunies avec la commission spéciale du Règlement

² En commissions réunies avec la commission de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, du Tourisme et du Transport scolaire

Proposition de décret concernant l'usage de standards ouverts et de logiciels libres dans l'administration de la Commission communautaire française, déposée par Mme Françoise Schepmans et M. François Roelants du Vivier

35 (2001-2002) n°1

33 et 35 (2002-2003) n° 2 et 3

Rapporteurs : MM. Serge de Patoul et Mahfoudh Romdhani
Réunions : 21 et 23 octobre 2002, 27 janvier 2003, 4, 10, 11 et
24 février 2003, 1^{er} octobre 2003
En séance plénière : 27 juin 2003 (renvoi en commission)

Projet de décret relatif à la création d'un service chargé de la gestion des bâtiments de la Commission communautaire française

85 (2002-2003) n°1

85 – 86 (2002-2003) n° 2

et

Projet de règlement relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion des bâtiments de la Commission communautaire française

86 (2002-2003) n°1

85 – 86 (2002-2003) n° 2

Rapporteur : M. Philippe Smits
Réunion : 18 novembre 2002
Adoption en séance plénière : 6 décembre 2002
Moniteur belge : 4 février 2003

Proposition de résolution relative à l'assentiment par l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Convention - cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales, déposée par Mme Caroline Persoons, MM. Philippe Smits et Michel Lemaire

77 (2002-2003) n°1

et

Proposition de résolution concernant la Convention - cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités, déposée par M. Mahfoudh Romdhani et Mme Dominique Braeckman

78 (2002-2003) n°1

Rapporteuse : Mme Anne-Sylvie Mouzon
Réunions : 24 février, 17 mars 2003
suspension

Proposition de résolution visant à encourager l'achat de produits et services issus du commerce équitable, déposée par M. Joël Riguelle, Mme Caroline Persoons, MM. Alain Daems et Mahfoudh Romdhani

82 (2002-2003) n°1 et 2

Rapporteur : M. Claude Michel
Réunions : 24 février, 21 mars 2003
Adoption en séance plénière : 11 avril 2003

Proposition de résolution visant à instaurer des clauses types relatives au respect des droits fondamentaux dans les accords internationaux conclus entre le Collège de la Commission communautaire française et le Gouvernement d'un Etat ou d'une autre entité habilitée à conclure des traités, déposée par Mme Anne-Françoise Theunissen, MM. Michel Lemaire, Alain Daems et Mme Julie de Groot
83 (2002-2003) n°1

Rapporteur : M. Mohamed Azzouzi
Réunions : 24 février, 21 mars 2003
suspension

Proposition de modification du statut des collaborateurs du président de l'Assemblée de la Commission communautaire française (adopté en séance plénière à huis clos le 13 janvier 1997), déposée par Mme Martine Payfa, MM. Alain Adriaens, Philippe Smits, Michel Mook, Claude Michel et Mme Fatiha Saïdi
105 (2002-2003) n°1 et 2

Rapporteuse : Mme Dominique Braeckman
Réunion : 21 mars 2003
Adoption en séance plénière : 11 avril 2003

Projet de statut du personnel des services permanents
111 (2002-2003) n°1 et 2

Rapporteur : M. Mahfoudh Romdhani
Réunions : 26 mai, 23 juin, 7 juillet 2003

Session ordinaire 2003-2004

Projet de statut du personnel des services permanents
111 (2002-2003) n°1 et 2

Rapporteur : M. Mahfoudh Romdhani
Réunion : 4 novembre 2003
Adoption en séance plénière : 7 novembre 2003

Proposition de décret relatif à l'utilisation de logiciels libres dans les administrations de la Commission communautaire française, déposée par MM. Alain Bultot et Michel Mook
33 (2001-2002) n°1
33 et 35 (2002-2003) n° 2 et 3

et

Proposition de décret concernant l'usage de standards ouverts et de logiciels libres dans l'administration de la Commission communautaire française, déposée par Mme Françoise Schepmans et M. François Roelants du Vivier
35 (2001-2002) n°1
33 et 35 (2002-2003) n° 2 et 3

Rapporteurs : MM. Serge de Patoul et Mahfoudh Romdhani
(rapport complémentaire)
Réunion : 4 novembre 2003
Rejet en séance plénière : 5 décembre 2003

Proposition de résolution relative à l'utilisation dans les administrations de la Commission communautaire française de formats de données et de protocoles de communication ouverts ainsi que de logiciels dont le code source est disponible, déposée par M. Serge de Patoul, Mme Françoise Schepmans et M. François Roelants du Vivier
123 (2003-2004) n°1 et 2

Rapporteuse : Mme Dominique Dufourny
Réunion : 4 novembre 2003
Rejet en séance plénière : 5 décembre 2003

Proposition de décret élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique au sein des services de la Commission communautaire française, déposée par Mme Dominique Braeckman et M. Fouad Lahssaini
125 (2003-2004) n° 1
125, 126, 128 (2003-2004) n° 2

et

Proposition de décret élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique à la Commission communautaire française de Bruxelles, déposée par MM. Serge de Patoul, Mahfoudh Romdhani et Michel Lemaire
126 (2003-2004) n° 1
125, 126, 128 (2003-2004) n° 2

et

Proposition de règlement élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique au sein des services de la Commission communautaire française et des personnes morales de droit public qui en dépendent, déposée par Mme Dominique Braeckman et M. Fouad Lahssaini
128 (2003-2004) n° 1
125, 126, 128 (2003-2004) n° 2

Rapporteur : M. Mohamed Azzouzi
Réunion : 10 février 2004
Rejet en séance plénière : 19 mars 2004
Moniteur belge : à publier

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Commission communautaire française et la Communauté française en matière de soutien à l'intégration scolaire pour les jeunes en situation de handicap
138 (2003-2004) n° 1 et 2

Rapporteuse : Mme Dominique Braeckman
Réunion : 29 mars 2004
Adoption en séance plénière : 30 avril 2004
Moniteur belge : à publier

Proposition de résolution relative à la résurgence de l'antisémitisme en Belgique, déposée par M. François Roelants du Vivier, Mme Caroline Persoons, MM. Serge de Patoul et Philippe Smits
141 (2003-2004) n° 1

Rapporteur : M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunion : 5 mai 2004
Suspension.

Budget

Session ordinaire 1999-2000

Projet de décret contenant le deuxième ajustement du budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1999

5-III A (1999-2000) n° 1, 2 et 3

Projet de décret contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1999

5-IV A (1999-2000) n° 1, 2 et 3

Projet de règlement contenant le deuxième ajustement du budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1999

5-III B (1999-2000) n° 1, 2 et 3

Projet de règlement contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1999

5-IV B (1999-2000) n° 1, 2 et 3

Rapporteur :	M. François Roelants du Vivier
Réunions :	17 novembre, 1 ^{er} décembre, 7 décembre 1999
Adoption en séance plénière :	13 décembre 1999
Moniteur belge :	12 juillet 2000

Projet de décret contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000

4-I A (1999-2000) n° 1, 2 et 3

Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000

4-II A (1999-2000) n° 1, 1 (annexe 1), 2 et 3

Projet de règlement contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000

4-I B (1999-2000) n° 1, 2 et 3

Projet de règlement contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000

4-II B (1999-2000) n° 1, 2 et 3

Rapporteur :	M. François Roelants du Vivier
Réunions :	17 novembre, 1 ^{er} décembre, 7 décembre 1999
Adoption en séance plénière :	13 décembre 1999
Moniteur belge :	12 juillet 2000

Projet de décret ajustant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
5-I A (1999-2000) n° 1 et 2

Projet de décret ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
5-II A (1999-2000) n° 1 et 2

Projet de règlement ajustant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
5-I B (1999-2000) n° 1 et 2

Projet de règlement ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
5-II B (1999-2000) n° 1 et 2

Rapporteur :	M. Mahfoudh Romdhani
Réunions :	31 mai, 9 juin, 19 juin, 20 juin 2000
Adoption en séance plénière :	23 juin 2000
Moniteur belge :	12 juillet 2000

Préfiguration des résultats de l'exécution des budgets de la Commission communautaire française pour l'année 1999
4-IV (1999-2000) n° 1

Réunion : 4 juillet 2000

Exposé de M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du budget, sur les perspectives budgétaires pour 2001¹

Réunion : 4 juillet 2000

Session ordinaire 2000-2001

Les conséquences financières pour la Commission communautaire française des décisions du Gouvernement fédéral prises dans le cadre des accords de la Sainte Perlette²

Rapporteur :	M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunion :	27 octobre 2000

Projet de décret contenant le deuxième ajustement du budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
5-III A (2000-2001) n° 1, 2 et 3

Projet de décret contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
5-IV A (2000-2001) n° 1, 2 et 3

Projet de règlement contenant le deuxième ajustement du budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
5-III B (2000-2001) n° 1, 2 et 3

¹ Pas de rapport édité mais bien un procès-verbal

² Pas de rapport édité

Projet de règlement contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
5-IV B (2000-2001) n° 1, 2 et 3

Rapporteur : M. Christos Doulkeridis
Réunions : 17 novembre, 4 et 11 décembre 2000
Adoption en séance plénière : 15 décembre 2000
Moniteur belge : à publier

Projet de décret contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
4-I A (2000-2001) n° 1, 2 et 3

Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
4-II A (2000-2001) n° 1, 2 et 3

Projet de règlement contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
4-I B (2000-2001) n° 1, 2 et 3

Projet de règlement contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
4-II B (2000-2001) n° 1, 2 et 3

Rapporteur : M. Christos Doulkeridis
Réunions : 17 novembre, 4 et 11 décembre 2000
Adoption en séance plénière : 15 décembre 2000
Moniteur belge : non publié

Projet de décret ajustant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
5-I A (2000-2001) n° 1, 2 et 3

Projet de décret ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
5-II A (2000-2001) n° 1, 2 et 3

Projet de règlement ajustant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
5-I B (2000-2001) n° 1, 2 et 3

Projet de règlement ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
5-II B (2000-2001) n° 1, 2 et 3

Rapporteurs : MM. Michel Van Roye et Claude Michel
Réunions : 19 et 27 juin 2001
Adoption en séance plénière : 6 juillet 2001
Moniteur Belge : à publier

Préfiguration des résultats de l'exécution des budgets de la Commission communautaire française pour l'année 2000
4-IV (1999-2000) n° 1

Réunion : 27 juin 2001

Session ordinaire 2001-2002

Projet de décret contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
5-IV A (2001-2002) n° 1, 2 et 3

Projet de règlement contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
5-IV B (2001-2002) n° 1, 2 et 3

Rapporteur : M. Philippe Smits
Réunions : 6, 14 et 28 novembre 2001
Adoption en séance plénière : 7 décembre 2001
Moniteur belge : 17 décembre 2002

Projet de décret contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002
4-I A (2001-2002) n° 1, 2, 3 et 4

Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002
4-II A (2001-2002) n° 1, 2, 3 et 4

Projet de règlement contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002
4-I B (2001-2002) n° 1, 2, 3 et 4

Projet de règlement contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002
4-II B (2001-2002) n° 1, 2, 3 et 4

Rapporteur : M. Philippe Smits
Réunions : 6, 14 et 28 novembre 2001
Adoption en séance plénière : 7 décembre 2001
Moniteur belge : 17 décembre 2002

Examen des conséquences des accords institutionnels récents sur la situation financière de la Communauté française et la Commission communautaire française et sur les relations entre cette dernière et la Communauté française¹

Exposé de M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du budget

Rapporteuse : Mme Anne-Sylvie Mouzon
Réunion : 4 mars 2002

¹ Pas de rapport édité mais bien un procès-verbal

Proposition de décret créant un fonds d'équipement des écoles techniques et professionnelles¹
28 (2001-2002) n° 1

Rapporteur : M. Mohamed Azzouzi
Réunion : 12 juin 2002
suspension

Préfiguration des résultats de l'exécution des budgets de la Commission communautaire française pour l'année 2001
4 – III (2001-2002) n° 1

Réunion : 26 juin 2002

Session ordinaire 2002-2003

Projet de décret ajustant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002
5-I A (2002-2003) n° 1, 2, 3 et 4

Projet de décret ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002
5-II A (2002-2003) n° 1, 2, 3 et 4

Projet de règlement ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002
5-II B (2002-2003) n° 1, 2, 3 et 4

Projet de décret contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2003
4-I A (2002-2003) n° 1, 2, 3 et 4

Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2003
4-II A (2002-2003) n° 1, 2, 3 et 4

Projet de règlement contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2003
4-I B (2002-2003) n° 1, 2, 3 et 4

Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2003
4-II B (2002-2003) n° 1, 2, 3 et 4

Rapporteur : M. Philippe Smits
Réunions : 18, 20, 22 novembre 2002
Adoption en séance plénière : 6 décembre 2002
Moniteur belge : à publier

¹ En commissions réunies de l'enseignement, de la formation, de la culture, du tourisme, du sport et du transport scolaire.

Proposition de décret créant un Fonds budgétaire en matière de loterie
101 (2002-2003) n° 1

Rapporteur :	M. Philippe Smits
Réunions :	25 juin 2003 (reportée faute de quorum) et 27 juin 2003
Rejet en séance plénière :	17 octobre 2003

Session ordinaire 2003-2004

Préfiguration des résultats de l'exécution des budgets de la Commission communautaire française pour l'année 2002
4 – III (2002-2003) n° 1

Réunion :	4 novembre 2003
-----------	-----------------

Projet de décret ajustant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2003
5-I A (2003-2004) n° 1, 2 et 3

Projet de décret ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2003
5-II A (2003-2004) n° 1, 2 et 3

Projet de règlement ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2003
5-II B (2003-2004) n° 1, 2 et 3

Projet de décret contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2004
4-I A (2003-2004) n° 1, 2 et 3

Projet de décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2004
4-II A (2003-2004) n° 1 n° 1, 2 et 3

Projet de règlement contenant le budget des voies et moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2004
4-I B (2003-2004) n° 1, 2 et 3

Projet de règlement contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2004
4-II B (2003-2004) n° 1, 2 et 3

Rapporteur :	M. Mahfoudh Romdhani
Réunions :	17, 19, 21 novembre 2003
Adopté en séance plénière :	5 décembre 2003
Moniteur belge :	à publier

Session ordinaire 2001-2002

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre, d'une part, le Gouvernement de la République du Bénin et, d'autre part, le Gouvernement de la Communauté française de Belgique, le Gouvernement de la Région wallonne et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
38 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre d'une part la République libanaise et, d'autre part, la Communauté française de Belgique, la Région wallonne, et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
39 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et le Gouvernement du Québec, d'autre part, et à la déclaration commune y annexée
40 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Traité d'Amsterdam modifiant le Traité sur l'Union européenne, les Traités instituant les Communautés européennes et certains actes annexes, à l'annexe, aux protocoles A, B, C et D, à l'Acte final et aux déclarations communes et unilatérales
41 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes, aux protocoles A, B, et C et à l'Acte final
42 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, et à l'Acte final
45 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, et à l'Acte final
46 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, et à l'Acte final
47 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, et à l'Acte final
48 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part, et à l'Acte final

49 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Turkménistan, d'autre part, et à l'Acte final

50 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis Mexicains, d'autre part, et à l'Acte final

51 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Belarus, d'autre part, et à l'Acte final

52 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part, et à l'Acte final

53 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres à l'Acte final et au Protocole à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part, consécutif à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne

54 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, et à l'Acte final et au Protocole à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, consécutif à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne

55 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, et à l'Acte final et au Protocole à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, consécutif à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne

56 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'accord portant modification de la quatrième convention ACP-CE de Lomé à l'Acte final, et au protocole à la quatrième convention ACP-CE de Lomé à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne

57 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'accord-cadre de coopération destiné à préparer, comme objectif final, une association à caractère politique et économique entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, et au procès-verbal de signature 58 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses Etats parties, d'autre part, et au procès-verbal de signature 59 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'accord-cadre euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, et à l'Acte final 60 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Agence de coopération culturelle et technique 61 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique 62 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité de Surveillance de l'Association de Libre Echange 63 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II 64 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II 65 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II 66 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole à l'Accord de coopération et d'Union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, et à l'Acte final 67 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II
68 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II
69 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République Tchèque, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II
70 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale
71 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole portant amendement à la Charte sociale européenne
72 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole additionnel à la Charte sociale européenne et Annexe
73 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment à la Charte sociale européenne révisée et son Annexe
74 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives
75 (2001-2002) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Traité d'Entente et de Coopération entre le Royaume de Belgique, la Communauté française de Belgique, la Communauté flamande de Belgique, la Communauté germanophone de Belgique, la Région wallonne de Belgique, la Région flamande de Belgique, la Région de Bruxelles-Capitale de Belgique et l'Ukraine
76 (2001-2002) n° 1

et

38 à 42 et 45 à 76 (2001-2002) n° 2

Rapporteurs :	Mme Anne-Françoise Theunissen et M. Mahfoudh Romdhani
Réunion :	24 septembre 2002
Adoption en séance plénière :	18 octobre 2002
Moniteur belge :	24 janvier 2003

Session ordinaire 2002-2003

Projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, et à l'Acte final

89 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre, d'une part, le Royaume du Maroc et, d'autre part, la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

90 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Traité de coopération entre, d'une part, la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française de Belgique et la Région wallonne et, d'autre part, le Royaume des Pays-Bas

91 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

92 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de partenariat établissant un partenariat entre les Membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autres part, et à l'Acte final (« Accords de Cotonou »)

93 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-UE

94 (2002-2003) n° 1

et

89 à 94 (2002-2003) n° 2

Rapporteur :	M. Mahfoudh Romdhani
Réunion :	16 décembre 2002
Adoption en séance plénière :	20 décembre 2002
Moniteur belge :	24 février 2003

Projet de décret portant assentiment à l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, et à l'Acte final

96 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République Algérienne Démocratique et Populaire, d'autre part, et à l'Acte final

97 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de Stabilisation et d'Association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part, et à l'Acte final

98 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de Stabilisation et d'Association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, et à l'Acte final
99 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part, et à l'Acte final
100 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants
102 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment au Protocole n° 12 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales
103 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Comité international de la Croix-Rouge
104 (2002-2003) n° 1

et

96 à 104 (2002-2003) n° 2

Rapporteuse :	Mme Anne-Françoise Theunissen
Réunion :	21 mars 2003
Adopté en séance plénière :	11 avril 2003
Moniteur belge :	4 juin 2003

Projet de décret portant assentiment à l'Accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part
107 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et la République de Bulgarie
108 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et la République démocratique du Congo
109 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre, d'une part, la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam
110 (2002-2003) n° 1

et

107 à 110 (2002-2003) n° 2

Rapporteuse : Mme Anne-Françoise Theunissen
Réunion : 12 mai 2003
Adoption en séance plénière : 16 mai 2003
Moniteur belge : 30 juin 2003

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de coopération internationale

113 (2002-2003) n° 1 et 2

Rapporteur : M. Mahfoudh Romdhani
Réunions : 25 juin 2003 (reportée, faute de quorum), 27 juin 2003
Adoption en séance plénière : 11 juillet 2003
Moniteur belge : 3 octobre 2003

Session ordinaire 2003-2004

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire, la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

118 (2002-2003) n° 1

Projet de décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la République du Sénégal

119 (2002-2003) n° 1

et

118 et 119 (2002-2003) n° 2

Rapporteur : M. Mahfoudh Romdhani
Réunion : 22 octobre 2003
Adoption en séance plénière : 7 novembre 2003
Moniteur belge : 3 mai 2004

Projet de décret portant assentiment au traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République Hellénique, le Royaume d'Espagne, la République Française, l'Irlande, la République Italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République Portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats Membres de l'Union européenne) et la République Tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovaquie, la République Slovaque, relatif à l'adhésion de la République Tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovaquie à l'Union européenne, et à l'Acte final, fait à Athènes le 16 avril 2003

124 (2003-2004) n° 1 et 2

Rapporteur : M. Mahfoudh Romdhani
Réunion : 4 décembre 2003
Adoption en séance plénière : 5 décembre 2003
Moniteur belge : 3 mai 2004

Proposition de décret élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique au sein des services de la Commission communautaire française, déposée par Mme Dominique Braeckman et M. Fouad Lahssaini

125 (2003-2004) n° 1

125, 126, 128 (2003-2004) n° 2

Proposition de décret élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique à la Commission communautaire française de Bruxelles, déposée par MM. Serge de Patoul, Mahfoudh Romdhani et Michel Lemaire

126 (2003-2004) n° 1

125, 126, 128 (2003-2004) n° 2

Proposition de règlement élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique au sein des services de la Commission communautaire française et des personnes morales de droit public qui en dépendent, déposée par Mme Dominique Braeckman et M. Fouad Lahssaini

128 (2003-2004) n° 1

125, 126, 128 (2003-2004) n° 2

Rapporteur :	M. Mohamed Azzouzi
Réunion :	10 février 2004
Adoption en séance plénière :	19 mars 2004
Moniteur belge :	à publier

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Commission communautaire française et la Communauté française en matière de soutien à l'intégration scolaire pour les jeunes en situation de handicap

138 (2003-2004) n° 1 et 2

Rapporteuse :	Mme Dominique Braeckman
Réunion :	29 mars 2004
Adoption en séance plénière :	30 avril 2004
Moniteur belge :	à publier

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale visant la collaboration dans les domaines de l'environnement et de la santé

142 (2003-2004) n° 1 et 2

Rapporteuse :	Mme Dominique Braeckman
Réunion :	5 mai 2004
Adoption en séance plénière :	14 mai 2004
Moniteur belge :	à publier

Projet de décret portant assentiment à la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, signée à New-York le 22 janvier 2004

144 (2003-2004) n° 1

Rapporteuse :	Mme Anne-Françoise Theunissen
Réunion :	5 mai 2004
Adoption en séance plénière :	14 mai 2004
Moniteur belge :	à publier

B. Commission des Affaires sociales

Constitution du Bureau de la commission

Session ordinaire 1999-2000

Réunion du 22 octobre 1999

Mme Anne-Sylvie Mouzon a été élue présidente de la commission.
Mme Dominique Braeckman et M. Jacques De Grave ont été élus respectivement première vice-présidente et second vice-président de la commission.

Projets et propositions de décret, de règlements et de résolutions

Session ordinaire 1999-2000

Proposition de décret relatif à l'agrément et à la subsidiation des centres de jour pour personnes âgées, déposée par M. Michel Lemaire
9 (1999-2000) n° 1

Rapporteuse : Mme Michèle Carthé
Réunion : 31 janvier 2000

Proposition de décret établissant les principes généraux des relations entre l'autorité publique et le secteur associatif, déposée par M. Denis Grimberghs
10 (1999-2000) n° 1

Rapporteuse : Mme Isabelle Gelas
Réunion : 31 janvier 2000

Session ordinaire 2000-2001

Projet de décret modifiant diverses dispositions relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes¹
24 (2000-2001) n°3

Rapporteurs : M. Mohamed Azzouzi, Mme Dominique Braeckman
et M. Philippe Smits
Réunions : 22 et 29 juin 2001
Adoption en séance plénière : 6 juillet 2001
Moniteur belge : 26 octobre 2001

¹ Réunion en commissions réunies de la Santé, des Affaires sociales et de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, du Tourisme, du Sport et des Transports scolaires

Proposition de résolution concernant l'inscription de la Région de Bruxelles-Capitale dans le réseau des Villes et des Régions en Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, déposée par Mme Isabelle Gelas, MM. Marc Cools et Mahfoudh Romdhani¹
(2000-2001) n° 1 et 2

Rapporteur: Mmes Béatrice Fraiteur et Françoise Schepmans
Réunion : 22 juin 2001
Adoption en séance plénière : 6 juillet 2001

Session ordinaire 2002-2003

Projet de décret relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion des institutions pour personnes handicapées dont la Commission communautaire française est un pouvoir organisateur
81 (2002-2003) n° 1 et 2

Rapporteur : M. Mahfoudh Romdhani
Réunion : 19 novembre 2002
Adoption en séance plénière : 6 décembre 2002
Moniteur belge : 3 mai 2004

Proposition de décret relatif au subventionnement de certains projets dans les secteurs de l'Aide aux personnes et de la Santé, déposée par Mme Dominique Braeckman et M. Alain Adriaens
79 (2002-2003) n° 1 et 2

Rapporteur : M. Denis Grimberghs
Réunions : 30 avril, 9 juillet, 8 octobre 2003

Projet de décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part, aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches
116 (2002-2003) n° 1

Rapporteur : M. Paul Galand
Réunions : 9 juillet et 8 octobre 2003

Session ordinaire 2003-2004

Projet de décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part, aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches
116 (2002-2003) n° 1

Rapporteur : M. Paul Galand
Réunion : 22 octobre 2003
Adoption en séance plénière : 7 novembre 2003
Moniteur belge : 8 janvier 2004

¹ Réunion en commissions réunies de la Santé, des Affaires sociales et de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, du Tourisme, du Sport et des Transports scolaires

Proposition de décret relatif au subventionnement de certains projets dans les secteurs de l'Aide aux personnes et de la Santé, déposée par Mme Dominique Braeckman et M. Alain Adriaens

79 (2002-2003) n° 1 et 2

Rapporteur : M. Denis Grimberghs
Réunion : 5 novembre 2003
Rejet en séance plénière : 5 décembre 2003

Projet de décret modifiant le décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

121 (2003-2004) n° 1 et 2

Rapporteuse : Mme Isabelle Molenberg
Réunions : 5 novembre et 3 décembre 2003
Adoption en séance plénière : 30 janvier 2004
Moniteur belge : 19 mars 2004

Proposition de décret créant un parcours d'intégration individuel à l'attention des primo-arrivants adultes, déposée par Mme Françoise Schepmans et M. Serge de Patoul

122 (2003-2004) n° 1

Rapporteuse : Mme Isabelle Molenberg
Réunions : 5 novembre, 17 décembre 2003 et 17 mars 2004

Proposition de résolution relative à l'autisme, déposée par Mmes Caroline Persoons et Magda De Galan¹

134 (2003-2004) n° 1 et 2

Rapporteuse : Mme Danielle Caron
Réunion : 11 février 2004
Adoption en séance plénière : 19 mars 2004

Projet de décret relatif à la cohésion sociale

135 (2003-2004) n° 1 et 2

Rapporteuse : Mme Dominique Braeckman
Réunions : 3 et 31 mars 2004
Adoption en séance plénière : 30 avril 2004
Moniteur belge : à publier

Proposition de décret créant un recours au refus d'admission ou à l'exclusion d'une personne handicapée dans un centre de jour ou d'hébergement, déposée par M. Serge de Patoul

133 (2003-2004) n° 1

Rapporteuse : Mme Isabelle Molenberg
Réunion : 17 mars 2004

¹ En commissions réunies des Affaires sociales et de la Santé

Proposition de résolution visant à augmenter le nombre de travailleurs handicapés dans le secteur public par la modification des conditions d'application de la prime d'insertion, déposée par MM. Serge de Patoul et Mahfoudh Romdhani
132 (2003-2004) n° 1

Rapporteuse : Mme Isabelle Molenberg
Réunion : 17 mars 2004

Projet de décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maison, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé¹
127 (2003-2004) n° 1 et 2

Rapporteur : M. Michel Mook
Réunion : 31 mars 2004
Adoption en séance plénière : 30 avril 2004
Moniteur belge : à publier

Budgets

Session ordinaire 1999-2000

2° ajustement du budget 1999
Budget 2000

Rapporteuse: Mme Anne Herscovici
Réunion : 24 novembre 1999

Session ordinaire 2000-2001

2° ajustement du budget 2000
Budget 2001

Rapporteuse: Mme Françoise Bertieaux
Réunions : 20 novembre et 1^{er} décembre 2000

Session ordinaire 2001-2002

2° ajustement du budget 2001
Budget 2002

Rapporteur: M. Denis Grimberghs
Réunion : 20 novembre 2001

¹ En commissions réunies des Affaires sociales et de la Santé

Session ordinaire 2002-2003

2^e ajustement du budget 2002
Budget 2003

Rapporteur : M. Mostafa Ouezekhti
Réunions : 19 et 21 novembre 2002

Session ordinaire 2003-2004

2e ajustement du budget 2003
Budget 2004

Rapporteur : M. Denis Grimberghs
Réunions : 19 et 21 novembre 2003

Question orale

Session ordinaire 2000-2001

de Mme Dominique Braeckman au ministre Alain Hutchinson, membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de l'Action sociale, relative à l'évolution de la situation du SAMU social

Réunion : 4 mai 2001

Communication du Collège

Session ordinaire 2001-2002/2002-2003

Communication de M. Willem Draps, membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées, relative au fonctionnement du service bruxellois francophone des personnes handicapées

Rapporteuse : Mme Dominique Braeckman
Réunions : 6 et 18 mars et 19 novembre 2002

C. Commission de la Santé

Réunion fonctionnelle

Session ordinaire 1999-2000

Nomination du Bureau - Réunion du 22 octobre 1999

Président : M. Vincent De Wolf

Vice-présidents : Mmes Danielle Caron et Anne Herscovici

Projets et propositions de décret, de règlement et de résolution

Session ordinaire 2000-2001

Projet de décret portant approbation de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel

13 (1999-2000) n° 1

13 (2000-2001) n° 2

Rapporteur :	M. Mahfoudh Romdhani
Réunion :	24 octobre 2000
Adoption en séance plénière :	16 novembre 2000
Moniteur belge :	14 décembre 2000

Proposition de résolution relative à la promotion des droits des patients en Europe, déposée par Mmes Isabelle Molenberg, Françoise Schepmans et Françoise Bertieaux

18 (2000-2001) n° 1 et 2

Rapporteur :	M. Marc Cools
Réunions :	24 avril, 5, 19 et 27 juin 2001
Adoption en séance plénière :	6 juillet 2001

Projet de décret modifiant diverses dispositions relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes¹

24 (2000-2001) n° 1 à 3

Rapporteurs :	MM. Mohamed Azzouzi, Philippe Smits et Mme Dominique Braeckman
Réunions :	22 et 29 juin 2001
Adoption en séance plénière :	6 juillet 2001
Moniteur Belge :	26 octobre 2001

¹ Examen en commissions réunies de la Santé, des Affaires sociales, de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, du Tourisme, du Sport et des Transports scolaires

Proposition de résolution concernant l'inscription de la Région de Bruxelles-Capitale dans le réseau des Villes et Régions en Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé, déposée par Mme Isabelle Gelas, MM. Marc Cools, Mahfoudh Romdhani et Mme Dominique Braeckman¹
25 (2000-2001) n° 1 et 2

Rapporteuses : Mmes Béatrice Fraiteur et Françoise Schepmans
Réunion : 22 juin 2001
Adoption en séance plénière : 6 juillet 2001

Session ordinaire 2001-2002

Proposition de résolution visant à l'adoption d'une Charte des droits de l'enfant malade, déposée par MM. Joël Riguelle et Christos Doulkeridis
27 (2001-2002) n° 1

Proposition de résolution visant à l'adoption d'une « Charte des droits de l'enfant malade », déposée par Mmes Isabelle Molenberg et Françoise Bertieaux
31 (2001-2002) n° 1

Rapporteur : Mme Marie-Jeanne Riquet
Réunion : 16 avril 2002

Session ordinaire 2002-2003

Proposition de résolution visant à l'adoption d'une Charte des droits de l'enfant malade, déposée par MM. Joël Riguelle et Christos Doulkeridis
27 (2001-2002) n° 1

Proposition de résolution visant à l'adoption d'une « Charte des droits de l'enfant malade », déposée par Mmes Isabelle Molenberg et Françoise Bertieaux
31 (2001-2002) n° 1

et 27-31 (2002-2003) n° 2

Rapporteur : Mme Marie-Jeanne Riquet
Réunion : 18 mars 2003
Adoption en séance plénière : 11 avril 2003

Session ordinaire 2003-2004

Proposition de résolution visant à garantir la prise en charge et le suivi des patients atteints par la tuberculose, déposée par MM. Serge de Patoul, Mahfoudh Romdhani, Michel Lemaire et Mme Dominique Braeckman
117 (2002-2003) n° 1

Rapporteur : M. Claude Michel
Réunion : 20 octobre 2003

¹ Examen en commissions réunies de la Santé, des Affaires sociales, de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, du Tourisme, du Sport et des Transports scolaires

Proposition de résolution relative à l'autisme, déposée par Mmes Caroline Persoons et Magda De Galan¹
134 (2003-2004) n° 1, 2 et 3

Rapporteuse : Mme Danielle Caron
Réunion : 11 février 2004
Adoption en séance plénière : 19 mars 2004

Projet de décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé²
[127 (2003-2004) n° 1 et 2

Rapporteur : M. Michel Mooock
Réunion : 31 mars 2004
Adoption en séance plénière : 30 avril 2004
Moniteur Belge : A publier

Proposition de résolution relative à la lutte contre le VIH/SIDA, déposée par Mme Caroline Persoons, MM. Paul Galand, Serge de Patoul, Mme Françoise Schepmans, MM. Mahfoudh Romdhani, Michel Lemaire et Mme Dominique Braeckman
139 (2003-2004) n° 1

Rapporteur : M. Joseph Parmentier
Réunion : 27 avril 2004
Adoption en séance plénière : 30 avril 2004
Moniteur Belge : A publier

Réunions budgétaires

Session ordinaire 1999-2000

Deuxième ajustement 1999

Rapporteuse : Mme Danielle Caron
Réunion : 23 novembre 1999

Budget 2000

Rapporteuse : Mme Danielle Caron
Réunion : 23 novembre 1999

¹ Examen en commissions réunies des Affaires sociales et de la Santé

² Examen en commissions réunies des Affaires sociales et de la Santé

Session ordinaire 2000-2001

Deuxième ajustement 2000

Rapporteur : M. Serge de Patoul
Réunions : 22 novembre et 1^{er} décembre 2000

Budget 2001

Rapporteur : M. Serge de Patoul
Réunions : 22 novembre et 1^{er} décembre 2000

Session ordinaire 2001-2002

Deuxième ajustement 2001

Rapporteuse : Mme Marie-Jeanne Riquet
Réunion : 19 novembre 2001

Budget 2002

Rapporteuse : Mme Marie-Jeanne Riquet
Réunion : 19 novembre 2001

Session ordinaire 2002-2003

Ajustement 2002

Rapporteuse : Mme Marie-Jeanne Riquet
Réunion : 19 novembre 2002

Budget 2003

Rapporteuse : Mme Marie-Jeanne Riquet
Réunion : 19 novembre 2002

Session ordinaire 2003-2004

Ajustement 2003

Rapporteuse : Mme Marie-Jeanne Riquet
Réunions : 18 et 21 novembre 2003

Budget 2004

Rapporteuse : Mme Marie-Jeanne Riquet
Réunions : 18 et 21 novembre 2003

Auditions

1. Auditions sur le thème « L'adolescent et ses rapports à la santé »

Rapporteurs : M. Serge de Patoul, Mmes Anne Herscovici,
Fatiha Saïdi
Organisation des travaux : 9 mai 2000, 24 octobre 2000, 5 juin 2001

- * Audition du professeur Philippe Van Meerbeek (service de santé mentale de l'UCL), du docteur Denis Hirsch (Centre de santé mentale de l'ULB), et du docteur Antoine Masson (Centre de santé mentale – campus UCL de Woluwe)

Réunion : 3 juillet 2000

- * Audition des Professeurs André Kahn et Walter Burniat de l'Hôpital universitaire des enfants Reine Fabiola, du Professeur Isi Pelc de l'Hôpital universitaire Brugmann et du Docteur Anne Linet, spécialiste de médecine scolaire

Réunion 4 juillet 2000

- * Audition du Docteur Myriam De Spiegelare, de l'Observatoire de la Santé et M. Bernard De Vos, Directeur de « S.O.S.-Jeunes »

Réunion 15 janvier 2001

- * Docteur Michèle Meerseman, responsable de la médecine scolaire pour l'enseignement communal de la Ville de Bruxelles, Mme Viviane Van Reck, Directrice de P.M.S. à la Ville de Bruxelles, le Docteur Dominique Vossen, ethno-psychiatre, Directeur du Centre « D'Ici et d'Ailleurs », M. Ali Aouattah, psychologue, et M. Berthold Lopenge, psychologue, ses collaborateurs

Réunion 12 mars 2001

- * Auditions de Mmes Véronique Van Espen (Télé-Accueil), Martine Carthé (Centre pluraliste et familial de Jette), Elisabeth Kervyn et Irina Amato (Collectif Contraception – Santé des Jeunes), Edwine Steegen (Aimer Jeunes), Claire Oger (Groupe Santé Josaphat) et le Docteur Van Bladel (Collectif Contraception – Santé des Jeunes, Centre de planning familial du Karreveld et Infor-Femmes)

Réunion 12 mars 2001

2. Proposition de résolution visant à garantir la prise en charge et le suivi des patients atteints par la tuberculose, déposée par MM. Serge de Patoul, Mahfoudh Romdhani, Michel Lemaire et Mme Dominique Braeckman 117 (2002-2003) n° 1

- * Audition du Docteur Maryse Wanlin, directrice médicale de la FARES sur l'accès aux soins pour les malades atteints de tuberculose

Réunion : 26 janvier 2004

Communications

Session ordinaire 2000-2001

Observatoire de la Santé – présentation du tableau de bord de la santé en Région de Bruxelles-Capitale pour l'année 2001

- * Exposé de M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé et du Dr Myriam De Spiegelaere de l'Observatoire de la Santé

Réunion : 9 novembre 2001

Session ordinaire 2001-2002

Absence de possibilités de recours de personnes malades ou handicapées à l'encontre de décisions prises par les institutions qui les hébergent

- * Exposé de M. le député Serge de Patoul

Réunion 16 avril 2002

L'adolescent dans ses rapports à la santé

- * La commission décide de rédiger une note de synthèse des propositions faites dans le cadre des auditions centrées sur les compétences de la Commission communautaire française

Réunion 16 avril 2002

Session ordinaire 2002-2003

L'adolescent dans ses rapports à la santé

- * Dépôt d'un projet de texte de résolution concernant « L'adolescent dans ses rapports à la santé », déposée par la commission

Rapporteur M. Serge de Patoul et Mme Fatiha Saïdi
Réunions 5 novembre et 17 décembre 2002, 29 avril 2003

Télé-Accueil a.s.b.l.

- * La commission décide d'organiser une rencontre avec les représentants de l'a.s.b.l.

Réunion 5 novembre 2002

Session ordinaire 2003-2004

Télé-Accueil a.s.b.l. - Rencontre avec les représentants de l'a.s.b.l., M. Guy de Villers, Président du Conseil d'administration et Mme Véronique Van Espen, au siège social de l'a.s.b.l. « Télé-Accueil, boulevard de Waterloo, 99 à 1000 Bruxelles

- * Présentation du rapport d'activités de l'année 2002, des projets en cours, notamment l'écoute via Internet, la mise en place d'un observatoire social et l'organisation d'un congrès international en 2006

Réunion 15 mars 2004

**Commissions réunies de la Santé, des Matières sociales, des Sports et de l'Aide
à la Jeunesse du Parlement de la Communauté française, de l'Action
sociale, du Logement et de la Santé du Parlement wallon,
et de la Santé de l'Assemblée de la
Commission communautaire française**

- * Audition du docteur Nathan Clumek, directeur général médical du Centre hospitalier universitaire Saint-Pierre

Exposés de Mme Nicole Maréchal, ministre de l'Aide à la jeunesse et de la Santé de la Communauté française, de Thierry Detienne, ministre des Affaires sociales et de la Santé de la Région wallonne et de M. Didier Gosuin, membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de la Santé, de M. le Député Paul Galand, coordinateur de la section APF de la Communauté française du réseau parlementaire de la lutte contre le VIH/SIDA

Réunion

1^{er} décembre 2003

D. Commission de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, du Tourisme et du Transport scolaire

Réunions fonctionnelles

Session ordinaire 1999-2000

. Nomination du Bureau 22 octobre 1999

Présidente : Mme Anne-Françoise Theunissen

Vice-présidents : Mme Caroline Persoons et M. Philippe Smits

Session ordinaire 2002-2003

. Remplacement de la première vice-présidence 6 juin 2003

Mme Caroline Persoons est remplacée à la première vice-présidence par M. Jean-Jacques Boelpaepe.

Réunions budgétaires

Session ordinaire 1999-2000

Deuxième ajustement 1999

Rapporteur : M. Joël Riguelle
Réunion : 23 novembre 1999

Budget 2000

Rapporteur : M. Joël Riguelle
Réunion : 23 novembre 1999

Session ordinaire 2000-2001

Deuxième ajustement 2000

Rapporteur : M. Fouad Lahssaini
Réunion : 20 novembre 2000

Budget 2001

Rapporteur : M. Fouad Lahssaini
Réunion : 20 novembre 2000

Session ordinaire 2001-2002

Deuxième ajustement 2001

Rapporteur : M. Philippe Smits
Réunion : 19 novembre 2001

Budget 2001

Rapporteur : M. Philippe Smits
Réunion : 19 novembre 2001

Session ordinaire 2002-2003

Ajustement 2002

Rapporteur : M. Mohamed Azzouzi
Réunion : 19 novembre 2002

Budget 2003

Rapporteur : M. Mohamed Azzouzi
Réunion : 19 novembre 2002

Session ordinaire 2003-2004

Ajustement 2003

Rapporteur : M. Bernard Ide
Réunion : 18 novembre 2003

Budget 2004

Rapporteur : M. Bernard Ide
Réunion : 18 novembre 2003

Culture

Session ordinaire 1999-2000

Rencontre avec M. Daniel Laroche, directeur de la Maison de la Francité et visite de l'exposition « Exploration de l'archipel francophone »

Réunion : 3 mai 2000

Visite du Centre international pour la ville, l'architecture et le paysage

Réunion : 14 juin 2000

Auditions relatives à Bruxelles 2000, ville européenne de la Culture
21 (2000-2001) n° 1

- * de Mme Annick de Ville et M. Guido Minne, coordinateurs à la programmation de Bruxelles 2000

Rapporteuse : Mme Amina Derbaki Sbaï
Réunion : 12 juillet 2000

Session ordinaire 2000-2001

Auditions relatives à Bruxelles 2000, ville européenne de la Culture
21 (2000-2001) n° 1

Rapporteurs : Mme Amina Derbaki Sbaï et M. Mahfoudh Romdhani

- * de M. Mirko Popowitch, directeur de la Vénierie, de Mme Annick de Ville, coordinatrice à la programmation de Bruxelles 2000 et de Mme Nicole Vandael, coordinatrice du projet « Art à l'école ».

Réunion : 5 décembre 2000

- * de M. Guido Minne, coordinateur à la programmation de Bruxelles 2000 et de Mme Fabienne Verstraeten, coordinatrice des projets « Théâtre et Littérature »

Réunion : 13 décembre 2000

- * de M. Guido Minne, coordinateur de la programmation de Bruxelles 2000, concernant l'architecture dans le cadre de Bruxelles 2000.

Réunion : 24 janvier 2001

- * de M. Vadek Masewski, responsable de l'Atelier 340 et de Mme Annick de Ville, coordinatrice de la programmation de Bruxelles 2000, sur le secteur des arts plastiques

Réunion : 7 février 2001

- * de Mme Fabienne Verstraeten, coordinatrice des projets « Théâtre et Littérature » et de M. Joseph Duhamel, chargé de mission au service de la Promotion des Lettres du Ministère de la Communauté française

Réunion : 21 février 2001

- * de Mme Martine Dumont, cheffe de projet pour le « Grand carrousel » et de M. Peter Van Rompacy, programmeur au Centreco Gallega, « La Tentation »

Réunion : 2 mars 2001

- * Approbation du rapport

Rapporteurs : Mme Amina Derbaki Sbaï et M. Mahfoudh Romdhani
Réunion : 27 juin 2001

Projets de règlement

1. Projet de règlement modifiant le règlement du 12 décembre 1997 relatif à l'octroi de subsides aux théâtres professionnels dans le cadre d'un programme d'initiation du public scolaire au théâtre.
14 (2000-2001) n°1 et 2
2. Projet de règlement modifiant le règlement du 3 juillet 1998 permettant la promotion de spectacles du théâtre bruxellois francophone à l'étranger.
15 (2000-2001) n° 1 et 2
3. Projet de règlement modifiant le règlement du 12 décembre 1997 visant à instaurer un règlement relatif au tournoi d'art dramatique français.
16 (2000-2001) n° 1 et 2
4. Projet de règlement modifiant le règlement du 3 juillet 1998 régissant l'accès à des stages de pratique professionnelle dans le secteur théâtral pour des jeunes comédien(nes), dénommé « Fonds d'acteurs ».
17 (2000-2001) n° 1 et 2

Rapporteur :	M. Mostafa Ouezekhti
Réunion :	2 mai 2001
Adoption en séance plénière :	18 mai 2001
Moniteur belge :	24 octobre 2001

Session ordinaire 2001-2002

Visite de l'exposition « La Comédie humaine » de Paul Dany à l'Espace Cluysenaar, Galerie du Roi

Réunion :	12 décembre 2001
-----------	------------------

Auditions relatives à Télé-Bruxelles
37 (2001-2002) n° 1

Rapporteur :	M. Philippe Smits
--------------	-------------------

- * Auditions de M. François Roelants du Vivier, président du Conseil d'administration, et de M. Michel Huismans, directeur général de Télé-Bruxelles, sur la situation de l'a.s.b.l. à l'occasion du renouvellement de son contrat de gestion

Réunion :	6 mars 2002
-----------	-------------

- * Exposé de M. Didier Gosuin, , membre du Collège chargé de la Culture, sur la situation de Télé-Bruxelles à l'occasion du renouvellement du contrat de gestion

Réunion :	18 mars 2002
-----------	--------------

- * Audition de M. Henri Coenjaerts, directeur du Centre de production de Bruxelles de la RTBF, sur les relations entre le CPB et Télé-Bruxelles

Réunion :	20 mars 2002
-----------	--------------

- * Discussion sur les suites à donner aux auditions relatives à Télé-Bruxelles

Réunion : 17 avril 2002

- * Proposition de résolution relative à Télé-Bruxelles
36 (2001-2002) n° 1

Réunion : 12 juin 2002
Rapporteur M. Philippe Smits

Session ordinaire 2002-2003

Proposition de résolution visant à garantir le maintien du site Reyers comme centre de production bruxellois de la RTBF, la pérennité d'une information bruxelloise de proximité sur les antennes radio de la RTBF et l'intégration du service des sports au sein de la rédaction de l'information, déposée par Mme Caroline Persoons, MM. Mahfoudh Romdhani et Marc Cools
88 (2002-2003) n° 1 et 2

Rapporteur : M. Jean-Jacques Boelpaepe
Réunions : 18 décembre 2002
19 mars 2003 (discussion reportée)
2 avril 2003 (discussion)

- * Audition de M. Jean-Paul Philippot, administrateur général de la RTBF

Réunion : 28 avril 2003

- * Désignation d'un groupe de travail pour l'examen de la proposition

Réunion : 14 mai 2003

- * La commission a adopté la proposition de résolution amendée
88 (2002-2003) n° 1 et 2

Rapporteurs : M. Jean-Jacques Boelpaepe et M. François Roelants
du Vivier
Réunion : 28 mai 2003
Adoption en séance plénière : 27 juin 2003

Projet de règlement relatif à l'octroi de subsides aux ludothèques
106 (2002-2003) n° 1 et 2

Rapporteurs : Mme Marie-Rose Geuten et M. Mohamed Azzouzi
Réunion : 14 mai 2003
Adoption en séance plénière : 27 juin 2003
Moniteur Belge : voir arrêté portant exécution du 10 juillet 2003

Session ordinaire 2003-2004

Audition relative de M. Daniel Ducarme, Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale et Ministre de l'Audiovisuel à la Communauté française, relative au Plan « Magellan » de la RTBF
88 (2003-2004) n° 3

Rapporteurs : MM. Serge de Patoul et Bernard Ide
Réunion : 15 décembre 2003

Formation – enseignement

Session ordinaire 1999-2000

Auditions relatives à l'insertion socioprofessionnelle dans la région bruxelloise
140 (2003-2004) n° 1

* Audition de Mme Claire de Brier, auteure d'une recherche sur l'état des lieux de la formation professionnelle en région bruxelloise

Rapporteuse : Mme Amina Derbaki Sbaï
Réunion : 17 mai 2000

Session ordinaire 2001-2002

Auditions relatives à l'insertion socioprofessionnelle dans la région bruxelloise
140 (2003-2004) n° 1

Rapporteurs : Mme Evelyne Huytebroeck, MM. Mohamed Daïf et Philippe Smits

* Audition de Mme Claire de Brier sur les conclusions de la recherche sur l'état des lieux de la formation professionnelle en région bruxelloise

Réunion : 30 janvier 2002

* Audition de M. Gabriel Maissin, administrateur de sa FEBISP (Fédération bruxelloise des opérateurs de l'insertion professionnelle)

Réunion : 19 février 2002

* Audition de Mme Catherine Stercq, présidente de « Lire et Ecrire » pour la Communauté française

Réunion : 17 avril 2002

* Audition de M. Dominique Michel, secrétaire général d'AGORIA, en charge d'AGORIA Bruxelles, et de MM. Michel Peffer et Marc Tommès, respectivement directeur général et directeur général adjoint de Bruxelles Formation

Réunion : 15 mai 2002

Proposition de décret créant un fonds d'équipement des écoles techniques et professionnelles, déposée par MM. Denis Grimberghs, Christos Doulkeridis, Didier van Eyll, Mmes Anne-Françoise Theunissen, Julie de Groote et M. Michel Lemaire
28 (2001-2002) n° 1

Rapporteur : M. Mohamed Azzouzi
Réunion : 12 juin 2002¹
Suspension

Session ordinaire 2002-2003

Proposition de décret relatif à la commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement, déposée par M. Philippe Smits
80 (2002-2003) n° 1 et 2

Rapporteuse : Mme Isabelle Emmery
Réunion : 4 décembre 2002
La proposition a été retirée

Auditions relatives à l'insertion socioprofessionnelles dans la région bruxelloise
140 (2003-2004) n° 1

Rapporteurs : MM. Mohamed Daïf, Philippe Smits, Joël Riguelle et Mohamed Azzouzi

* Audition de MM. Eric Struyf et Alain Kock, respectivement président et secrétaire de la commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement

Réunion : 18 décembre 2002

* Audition de Mme Marie-Jo Sanchez Bonito, coordinatrice du Centre de formation en alternance de Saint-Gilles (Centre Paulus) et de M. Henri-Marc Fivet, directeur de FAC (Formation – alternance – construction)

Réunion : 2 avril 2003

Session ordinaire 2003-2004

Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003, relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française

120 (2002-2003) n° 1

120 (2003-2004) n° 2

Rapporteuse : Mme Dominique Dufourny
Réunion : 22 octobre 2003
Adoption en séance plénière : 7 novembre 2003
Moniteur Belge : 3 mai 2004

¹ En commissions réunies avec la commission du Budget, de l'Administration, des Relations extérieures et des Compétences résiduelles.

Auditions relatives à l'insertion socioprofessionnelle dans la région bruxelloise

Rapporteurs : MM. Mohamed Azzouzi, Philippe Smits et Joël Riguelle

- * Audition de M. Alain Kock, secrétaire de la commission consultative en matière de formation, d'emploi et d'enseignement, de M. Alain Lipkiewicz, secrétaire du Bureau permanent de l'alternance, et de Mme Sandrine Mary, agent relais au Fonds social européen

Réunion : 28 janvier 2004

- * Audition de M. Roberto Galuccio, directeur du cabinet de Mme Faouzia Hariche, échevine de l'Instruction publique à la Ville de Bruxelles, relative à l'enseignement de promotion sociale

Réunion : 3 mars 2004

- * Approbation du rapport

Réunion : 5 mai 2004

Tourisme

Session ordinaire 2002-2003

Proposition de décret modifiant la loi du 21 avril 1965, portant statut des agences de voyages, déposée par Mme Marion Lemesre et M. Mahfoudh Romdhani
84 (2002-2003) n° 1 et 2

Rapporteur : M. Bernard Ide
Réunion : 4 décembre 2002
Adoption en séance plénière :
Moniteur belge

Sport

Session ordinaire 1999-2000

Audition de M. Alain Courtois, directeur général, pour l'organisation des tournois de l'Euro 2000

Rapporteur : M. Mahfoudh Romdhani
Réunion : 22 mars 2000

Session ordinaire 2003-2004

Audition du Docteur Charles Chapelle, président de l'a.s.b.l. « Sport et Médecine » et auteur de l'étude relative à « L'impact de la sédentarité et de l'obésité sur la santé des jeunes bruxellois »

136 (2003-2004) n° 1

Rapporteurs : M. Bernard Ide et Mme Isabelle Emmery
Réunion : 13 janvier 2004

Exposé de M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, sur le programme de prévention contre l'obésité dans le cadre de la politique sportive

136 (2003-2004) n° 1

Rapporteurs : M. Bernard Ide et Mme Isabelle Emmery
Réunion : 9 février 2004

Interpellations et questions orales

Session ordinaire 1999-2000

Interpellation de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Formation professionnelle, relative à l'organisation et aux objectifs opérationnels de l'Institut bruxellois francophone de la formation professionnelle (I.B.F.F.P.)

Réunion : 23 novembre 1999

Question orale de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, relative à la « semaine bruxelloise » à Lyon

Réunion : 17 mai 2000

Session ordinaire 2002-2003

Interpellation de M. Michel Lemaire à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative au rôle de la Commission communautaire française par rapport à l'avenir de la chaîne de radio « Bruxelles-Capitale »

Réunion : 19 mars 2003

E. Commission de Coopération avec d'autres Parlements

La commission de coopération avec d'autres Parlements est composée des membres du Bureau élargi de l'Assemblée.

Session ordinaire 2000-2001

Les commissions réunies ont adopté une modification du règlement d'ordre intérieur, conséquent aux plus récentes adaptations institutionnelles.

Elles ont procédé à un premier échange de vues au sujet de l'impact budgétaire futur des accords de la Sainte-Perlette et ont demandé aux deux présidentes que le Parlement wallon soit associé aux réunions.

Les commissions réunies ont ensuite établi l'agenda des travaux ; une audition d'experts universitaires sera programmée (Le Professeur Robert Deschamps et associés).

Ultérieurement, la demande de l'Assemblée de la Commission communautaire française de procéder à une évaluation de « Bruxelles 2000 » avec le Parlement de la Communauté française sera inscrite à l'ordre du jour.

Réunions : 24 novembre 2000 et 18 avril 2001

Session ordinaire 2002-2003

Modification du règlement d'ordre intérieur et établissement du programme de travail.

Une audition d'experts sur l'état des lieux budgétaire de toutes les entités de l'espace francophone et sur les flux financiers entre celles-ci en raison des politiques croisées et des réformes institutionnelles est projetée.

Réunion : 14 novembre 2002

Les commissions réunies ont entendu un exposé de M. Pierre Hazette, ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial de la Communauté française, et de M. Eric Tomas, ministre-président du Collège de la Commission communautaire française, chargé de l'Enseignement sur « L'état et perspectives de l'enseignement secondaire, technique et professionnel à Bruxelles ».

Réunion : 12 décembre 2002

Session ordinaire 2003-2004

Etablissement du programme de travail.

Réunion : 18 décembre 2003

F. Commission spéciale du Budget et du Compte de l'Assemblée

En vertu de l'article 94 du règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française, la commission est composée du même nombre de membres que le Bureau de l'Assemblée et est chargée, d'une part, de vérifier et apurer les comptes de l'Assemblée de la Commission communautaire française et, d'autre part, d'en examiner le budget. La présidence de la commission est assurée par M. Yaron Pesztat.

Session 1999-2000

Projet de budget des recettes et des dépenses de l'Assemblée de la Commission communautaire française pour l'exercice budgétaire 2000
I (1999-2000) n°1

Rapporteur : M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunion : 22 décembre 1999
Adoption en séance plénière : 21 janvier 2000

Session 2000-2001

Projet d'ajustement du budget 2000 de l'Assemblée de la Commission communautaire française
I (2000-2001) n°1

Rapporteur : M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunion : 7 novembre 2000
Adoption en séance plénière : 16 novembre 2000

Projet de budget des recettes et des dépenses de l'Assemblée de la Commission communautaire française pour l'exercice budgétaire 2001
II (2000-2001) n°1

Rapporteur : M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunion : 7 novembre 2000
Adoption en séance plénière : 16 novembre 2000

Projet de compte de l'exercice 1999 de l'Assemblée de la Commission communautaire française
III (2000-2001) n°1

Rapporteur : M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunions : 28 mai, 11 et 22 juin 2001

Session 2001-2002

Projet d'ajustement du budget 2001 de l'Assemblée de la Commission communautaire française
I (2001-2002) n°1

Rapporteuse : Mme Anne-Françoise Theunissen
Réunions : 1^{er} et 10 octobre et 21 novembre 2001
Adoption en séance plénière : 7 décembre 2001

Projet de budget 2002 de l'Assemblée de la Commission communautaire française
II (2001-2002) n°1

Rapporteur : M. Mahfoudh Romdhani
Réunion : 1^{er} février 2002
Adoption en séance plénière : 22 février 2002

Projet de compte de l'exercice 2000 de l'Assemblée de la Commission communautaire française
III (2001-2002) n°1

Rapporteur : M. Mahfoudh Romdhani
Réunion : 1^{er} février 2002

Session 2002 -2003

Projet d'ajustement du budget 2002 de l'Assemblée de la Commission communautaire française
I (2002-2003) n°1

Rapporteur : M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunion : 18 décembre 2002
Adoption en séance plénière : 20 décembre 2002

Projet de budget des recettes et de dépenses l'Assemblée de la Commission communautaire française
pour l'exercice budgétaire 2003
II (2002-2003) n°1

Rapporteur : M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunion : 18 décembre 2002
Adoption en séance plénière : 20 décembre 2002

Compte de l'exercice 2001 de l'Assemblée de la Commission communautaire française
III (2002-2003) n°1

Rapporteur : M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunion : 4 juin 2003

Session 2003 -2004

Projet d'ajustement du budget 2003 de l'Assemblée de la Commission communautaire française
I (2003-2004) n°1

Rapporteur : M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunion : 3 décembre 2003
Adoption en séance plénière : 5 décembre 2003

Projet de budget des recettes et de dépenses l'Assemblée de la Commission communautaire française
pour l'exercice budgétaire 2004
II (2003-2004) n°1

Rapporteur : M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunion : 3 décembre 2003
Adoption en séance plénière : 5 décembre 2003

Compte de l'exercice budgétaire 2002 de l'Assemblée de la Commission communautaire française
III (2003-2004) n°1

Rapporteur :	M. Jean-Pierre Cornelissen
Réunion :	16 mars 2004

G. Commission spéciale du Règlement

La commission spéciale du règlement est composée des membres du Bureau élargi de l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Sauf la législature 1999-2004, cette commission a procédé à l'examen de dix propositions d'amélioration du règlement qui ont été adoptées par l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Session extraordinaire 1999

8 (SE 1999) n° 1

Réunion :	17 juillet 1999
Rapporteur (rapport oral) :	M. Mahfoudh Romdhani
Adoption en séance plénière :	19 juillet 1999

Session ordinaire 1999-2000

12 (1999-2000) n° 1

Réunions :	10 novembre 1999 et 14 janvier 2000
Rapporteur (rapport oral) :	M. Mostafa Ouezekhti
Adoption en séance plénière :	21 janvier 2000

Session ordinaire 2001-2002

26 (2001-2002) n° 1 et 2

Réunion :	5 décembre 2001
Rapporteur :	M. Michel Mooock
Adoption en séance plénière :	22 février 2002

30 (2001-2002) n° 1 et 2

Réunion :	15 avril 2002
Rapporteur :	M. Philippe Smits
Adoption en séance plénière :	19 avril 2002

29 (2001-2002) n° 1 et 2

Réunion :	24 mai 2002
Rapporteur :	M. Claude Michel
Adoption en séance plénière :	28 juin 2002

32 (2001-2002) n° 1 et 2¹

Réunion : 13 mai 2002
Rapporteurs : MM. Michel Moock et Philippe Smits
Adoption en séance plénière : 31 mai 2002

Session ordinaire 2002-2003

43 (2001-2002) n° 1

43 (2002-2003) n° 2

Réunion : 14 novembre 2002
Rapporteuse : Mme Caroline Persoons
Adoption en séance plénière : 6 décembre 2002

44 (2002-2003) n° 1 et 2

Réunion : 14 novembre 2002
Rapporteur : M. Michel Lemaire
Adoption en séance plénière : 6 décembre 2002

112 (2002-2003) n° 1 et 2

Réunions : 20 juin et 4 juillet 2003
Rapporteur : M. Serge de Patoul
Adoption en séance plénière : 11 juillet 2003

Session ordinaire 2003-2004

143 (2003-2004) n° 1

Réunions : 7 et 14 mai 2004
Rapporteur : M. Philippe Smits
Adoption en séance plénière : 14 mai 2004

¹ Examen en commissions réunies du Budget, de l'Administration, des Relations extérieures et des Compétences résiduelles et du Règlement

H. Commission de contrôle des Communications gouvernementales

Comme suite à l'adoption de l'article 22, § 5, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises (cf. loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et aux communautés), l'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté en date du 31 mai 2002, le décret relatif au contrôle des communications gouvernementales.

Une commission spéciale a été mise sur pied. Elle est composée des membres du Bureau élargi et présidée par la présidente de l'Assemblée.

Elle est chargée de donner un avis préalable ou de contrôler a posteriori toute communication ou campagne d'information du Collège, d'un de ses membres, quel qu'en soit le support, destinée au public, auxquels ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou réglementaire et qui est financée directement ou indirectement par des fonds publics.

A la suite de l'audition des secrétaires de la commission fédérale de contrôle des communications gouvernementales, la commission de contrôle a choisi une procédure essentiellement écrite.

A dater du 1^{er} janvier 2002 (date d'entrée en vigueur de l'article 22 § 5 alinéa 2 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises) et jusqu'au lendemain de la publication au Moniteur belge du décret du 4 juillet 2002 relatif au contrôle des communications gouvernementales (le 21 juillet 2003), c'est le Bureau élargi qui a agi transitoirement en tant que commission de contrôle. Il a traité de 12 demandes d'avis préalables au cours de la session ordinaire 2002-2003. Il s'est réuni quatre fois pour établir ses règles de fonctionnement et pour examiner deux cas de saisine d'office.

Ensuite, la commission de contrôle a été mise en place. Elle a examiné 14 demandes d'avis préalables au cours de la session ordinaire 2003-2004. Elle s'est réunie deux fois pour fixer certaines directives et pour examiner un cas de saisine d'office.

De manière générale, le Bureau élargi, transitoirement, puis la commission de contrôle ont tenté d'appliquer les grands principes issus de la jurisprudence de la commission de contrôle fédérale.

I. Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes

Présentation

Lors de la réforme du règlement (article 99), adoptée en séance plénière du 18 décembre 1998, à l'instar des autres assemblées parlementaires, l'Assemblée de la Commission communautaire française a créé un « Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ».

Réunions fonctionnelles

Session ordinaire 1999-2000

Installation du Bureau du Comité 21 décembre 1999

Présidente : Mme Isabelle Gelas
Vice-présidente : Mme Dominique Braeckman
Secrétaire : M. Mostafa Ouezekhti

Ordre des travaux 20 janvier 2000

Session ordinaire 2000-2001

Nomination d'un(e) Président(e) 18 janvier 2001

Présidente : Mme Amina Derbaki Sbaï

Session ordinaire 2001-2002

Désignation d'un(e) Vice-Président(e)
et d'un(e) secrétaire 19 février 2002

Vice-présidente : Mme Dominique Braeckman
Secrétaire : M. Philippe Smits

Auditions

Session ordinaire 2000-2001

Audition de M. Jean-Michel Lalieux, journaliste, pour son article intitulé « Place aux femmes » paru dans « Trends Tendances » du 1^{er} février 2001

Rapporteuse :	Mme Dominique Braeckman
Réunion :	21 février 2001

Session ordinaire 2001-2002

Audition de Mme Nadine Plateau, pour son travail « La stratégie de l'égalité des chances entre filles et garçons dans l'enseignement »

Rapporteuse :	Mme Dominique Braeckman
Corapporteuse :	Mme Isabelle Emmerly
Réunion :	19 février 2002

4. Liste des décrets, règlements, résolutions, ..., votés session par session

Décrets et règlements budgétaires

Session ordinaire 1999-2000

En séance plénière du 15 décembre 1999, ont été adoptés :

- . les décrets contenant le deuxième ajustement du budget des voies et moyens et du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1999
- . les règlements contenant le deuxième ajustement du budget des voies et moyens et du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1999
- . les décrets contenant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
- . les règlements contenant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000

En séance plénière du 21 janvier 2000, a été adopté :

- . le budget des recettes et des dépenses de l'Assemblée de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000

En séance plénière du 23 juin 2000, ont été adoptés :

- . les décrets ajustant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
- . les règlements ajustant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000

Session ordinaire 2000-2001

En séance plénière du 16 novembre 2000, ont été adoptés :

- . l'ajustement du budget 2000 de l'Assemblée de la Commission communautaire française
- . le budget des recettes et des dépenses de l'Assemblée de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001

En séance plénière du 15 décembre 2000, ont été adoptés :

- . les décrets contenant le deuxième ajustement du budget des voies et moyens et du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
- . les règlements contenant le deuxième ajustement du budget des voies et moyens et du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2000
- . les décrets contenant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
- . les règlements contenant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001

En séance plénière du 6 juillet 2000, ont été adoptés :

- . les décrets ajustant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
- . les règlements ajustant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001

Session ordinaire 2001-2002

En séance plénière du 7 décembre 2001, ont été adoptés :

- . le décret contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
- . le règlement contenant le deuxième ajustement du budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2001
- . les décrets contenant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002
- . les règlements contenant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002
- . l'ajustement du budget 2001 de l'Assemblée de la Commission communautaire française

En séance plénière du 22 février 2002, a été adopté :

- . le budget des recettes et des dépenses de l'Assemblée de la Commission communautaire française pour l'exercice 2002

Session ordinaire 2002-2003

En séance plénière du 6 décembre 2002, ont été adoptés :

- . les décrets ajustant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002
- . le règlement ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2002
- . les décrets contenant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2003
- . les règlements contenant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2003

En séance plénière du 20 décembre 2002, ont été adoptés :

- . l'ajustement du budget 2002 de l'Assemblée de la Commission communautaire française
- . le budget des recettes et des dépenses de l'Assemblée de la Commission communautaire française pour l'exercice budgétaire 2003

Session ordinaire 2003-2004

En séance plénière du 5 décembre 2003, ont été adoptés :

- . le budget des recettes et des dépenses de l'Assemblée de la Commission communautaire française pour l'exercice budgétaire 2004
- . les décrets ajustant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2003
- . le règlement ajustant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2003
- . les décrets contenant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2004
- . les règlements contenant le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2004

Autres décrets, règlements, résolutions, motions, ...

Session extraordinaire 1999

En séance plénière du 19 juillet 1999, ont été adoptées :

- . la motion de confiance déposée par le Collège de la Commission communautaire française à l'issue de la déclaration du Collège et la discussion y relative
- . la modification de l'article 12 du règlement de l'Assemblée

Session ordinaire 1999-2000

En séance plénière du 15 décembre 1999, a été adopté :

- . le décret modifiant le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française

En séance plénière du 21 janvier 2000, a été adoptée :

- . la modification de l'article 99 du règlement de l'Assemblée

En séance plénière du 7 avril 2000, a été adoptée :

- . la motion déposée en conclusion de l'interpellation de M. Fouad Lahssaini à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative au plan de sécurité

En séance plénière du 23 juin 2000, a été adoptée :

- . la motion déposée le 9 juin 2000 en conclusion de l'interpellation de M. Michel Lemaire à M. Alain Hutchinson, membre du Collège, relative aux récentes déclaration du membre du Collège quant au refinancement de la Commission communautaire française au départ des marges de manoeuvre dégagées dans le budget régional

Session ordinaire 2000-2001

En séance plénière du 16 novembre 2000, a été adopté :

- . le décret portant approbation de l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française concernant la guidance et le traitement d'auteurs d'infractions à caractère sexuel

En séance plénière du 7 avril 2000, a été adoptée :

- . la motion déposée en conclusion des interpellations de M. Michel Lemaire et de Mme Bernadette Wynants à M. Didier Gosuin, membre du Collège, relative à Télé-Bruxelles

En séance plénière du 18 mai 2001, ont été adoptés :

- . le règlement modifiant le règlement du 12 décembre 1997 relatif à l'octroi de subsides aux théâtres professionnels dans le cadre d'un programme d'initiation du public scolaire au théâtre
- . le règlement modifiant le règlement du 3 juillet 1998 permettant la promotion de spectacles de théâtre bruxellois francophone à l'étranger
- . le règlement modifiant le règlement du 12 décembre 1997 visant à instaurer un règlement relatif au tournoi d'art dramatique français
- . le règlement modifiant le règlement du 3 juillet 1998 régissant l'accès à des stages de pratique professionnelle dans le secteur théâtral pour des jeunes comédien(ne)s, dénommé « Fonds d'acteurs »

En séance plénière du 6 juillet 2001, ont été adoptés :

- . le décret modifiant diverses dispositions relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la Santé et de l'Aide aux personnes
- . la résolution relative à la promotion des Droits des patients en Europe
- . la résolution concernant l'inscription de la Région de Bruxelles-Capitale dans le réseau des Villes et des Régions en Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé

Session ordinaire 2001-2002

En séance plénière du 7 décembre 2001, a été adoptée :

- . la motion déposée le 23 novembre 2001 en conclusion de l'interpellation de Mme Marie-Jeanne Riquet à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à l'assurance-dépendance

En séance plénière du 22 février 2002, a été adoptée :

- . la modification du règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française

En séance plénière du 19 avril 2002, a été adoptée :

- . la modification du règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française

En séance plénière du 31 mai 2002, ont été adoptés :

- . la motion déposée le 19 avril 2002 en conclusion de l'interpellation de M. Philippe Smits à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, chargé de la Formation professionnelle, concernant les mesures à prendre afin de favoriser les formations à l'Internet au bénéfice des PME – PMI par la Commission communautaire française
- . le décret relatif au contrôle des communications gouvernementales

En séance plénière du 28 juin 2002, ont été adoptées :

- . la modification du règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française
- . la résolution relative à Télé-Bruxelles

Session ordinaire 2002-2003

En séance plénière du 18 octobre 2002, ont été adoptés :

- . le décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre d'une part le Gouvernement de la République du Bénin et, d'autre part, le Gouvernement de la Communauté française de Belgique, le Gouvernement de la Région wallonne, et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
- . le décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre d'une part la République libanaise et, d'autre part, la Communauté française de Belgique, la Région wallonne, et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
- . le décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, d'une part, et le Gouvernement du Québec, d'autre part, et à la déclaration commune y annexée
- . le décret portant assentiment au Traité d'Amsterdam modifiant le Traité sur l'Union européenne, les Traités instituant les Communautés européennes et certains actes annexes, à l'annexe, aux protocoles A, B, C et D, à l'Acte final et aux déclarations communes et unilatérales

- . le décret portant assentiment au Traité de Nice modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes, aux protocoles A, B, et C et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Turkménistan, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis Mexicains, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Belarus, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres à l'Acte final et au Protocole à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part, consécutif à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne
- . le décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, et à l'Acte final et au Protocole à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, consécutif à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne

- . le décret portant assentiment à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, et à l'Acte final et au Protocole à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part, consécutif à l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne
- . le décret portant assentiment à l'Accord portant modification de la quatrième convention ACP-CE de Lome à l'Acte final, et au protocole à la quatrième convention ACP-CE de Lome à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne
- . le décret portant assentiment à l'Accord-cadre de coopération destiné à préparer, comme objectif final, une association à caractère politique et économique entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, et au procès-verbal de signature
- . le décret portant assentiment à l'Accord-cadre interrégional de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Marché commun du Sud et ses Etats parties, d'autre part, et au procès-verbal de signature
- . le décret portant assentiment à l'Accord-cadre euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Agence de coopération culturelle et technique
- . le décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
- . le décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité de Surveillance de l'Association de Libre Echange
- . le décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II
- . le décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Pologne, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II
- . le décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II

- . le décret portant assentiment au Protocole à l'Accord de coopération et d'Union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II
- . le décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Hongrie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II
- . le décret portant assentiment au Protocole portant adaptation des aspects institutionnels de l'Accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République Tchèque, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, aux Annexes I et II
- . le décret portant assentiment à la Charte européenne de l'autonomie locale
- . le décret portant assentiment au Protocole portant amendement à la Charte sociale européenne
- . le décret portant assentiment au Protocole additionnel à la Charte sociale européenne et Annexe
- . le décret portant assentiment à la Charte sociale européenne révisée et son Annexe
- . le décret portant assentiment au Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives
- . le décret portant assentiment au Traité d'Entente et de Coopération entre le Royaume de Belgique, la Communauté française de Belgique, la Communauté flamande de Belgique, la Communauté germanophone de Belgique, la Région wallonne de Belgique, la Région flamande de Belgique, la Région de Bruxelles-Capitale de Belgique et l'Ukraine

En séance plénière du 6 décembre 2002, ont été adoptés :

- . les deux modifications du règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française
- . le décret et le règlement relatifs à la création d'un service à gestion séparée, chargé de la gestion des bâtiments de la Commission communautaire française
- . le décret relatif à la création d'un service à gestion séparée, chargé de la gestion des institutions pour personnes handicapées dont la Commission communautaire française est pouvoir organisateur

En séance plénière du 20 décembre 2002, ont été adoptés :

- . le décret modifiant la loi du 21 avril 1965 portant statut des agences de voyages
- . le décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre, d'une part, le Royaume du Maroc et, d'autre part, la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
- . le décret portant assentiment au Traité de coopération entre d'une part, la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française de Belgique et la Région wallonne et, d'autre part, le Royaume des Pays-Bas
- . le décret portant assentiment au Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- . le décret portant assentiment à l'Accord de partenariat établissant un partenariat entre les Membres du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, et à l'Acte final (« Accords de Cotonou »)
- . le décret portant assentiment à l'Accord interne entre les représentants des Gouvernements des Etats membres réunis au sein du Conseil, relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour la mise en œuvre de l'accord de partenariat ACP-UE

En séance plénière du 11 avril 2003, ont été adoptés :

- . la résolution visant à l'adoption d'une « Charte des droits de l'enfant malade »
- . le décret portant assentiment à l'Accord sur le commerce, le développement et la coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République d'Afrique du Sud, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République Algérienne Démocratique et Populaire, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de Stabilisation et d'Association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord de Stabilisation et d'Association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, et à l'Acte final
- . le décret portant assentiment à l'Accord euro-méditerranéen établissant une association entre les communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part, et à l'Acte final

- . le décret portant assentiment au Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants
- . le décret portant assentiment au Protocole n° 12 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales
- . le décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et le Comité international de la Croix-Rouge
- . la résolution visant à encourager l'achat de produits et services issus du commerce équitable
- . la modification du statut des collaborateurs du président de l'Assemblée de la Commission communautaire française

En séance plénière du 16 mai 2003, ont été adoptés :

- . le décret portant assentiment à l'Accord établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part
- . le décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et la République de Bulgarie
- . le décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et la République démocratique du Congo
- . le décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre, d'une part, la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam

En séance plénière du 27 juin 2003, ont été adoptés :

- . le règlement relatif à l'octroi de subsides aux ludothèques
- . la résolution visant à garantir le maintien du site Reyers comme centre de production bruxellois de la RTBF, la pérennité d'une information bruxelloise de proximité sur les antennes radio de la RTBF et l'intégration du service des sports au sein de la rédaction de l'information

En séance plénière du 11 juillet 2003, ont été adoptés :

- . le décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création du Conseil Wallonie-Bruxelles de la coopération internationale

- . le décret portant assentiment à l'avenant modifiant l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et les moyennes entreprises, et à la tutelle de l'Institut de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises
- . le décret relatif à la création d'un service à gestion séparée, chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à Bruxelles
- . la modification du règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française visant à y apporter diverses corrections et améliorations techniques

Session ordinaire 2003-2004

En séance plénière du 7 novembre 2003, ont été adoptés :

- . le décret portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003, relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française
- . le décret relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide aux victimes, inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches
- . le décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre le Gouvernement de la République Algérienne Démocratique et Populaire, la Communauté française de Belgique, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
- . le décret portant assentiment à l'Accord de coopération entre la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale et le Gouvernement de la République du Sénégal
- . le statut du personnel des services permanents

En séance plénière du 5 décembre 2003, ont été adoptés :

- . le décret portant assentiment au Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Grand-Duché du Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovénie, la République slovaque, relatif à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne, et à l'Acte final, faits à Athènes le 16 avril 2003
- . la résolution relative à l'utilisation, dans les administrations de la Commission communautaire française, de formats de données et de protocoles de communication ouverts ainsi que de logiciels dont le code-source est disponible

En séance plénière du 30 janvier 2004, a été adopté :

- . le décret modifiant le décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

En séance plénière du 19 mars 2004, ont été adoptés :

- . le décret élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique au sein des services de la Commission communautaire française
- . le règlement élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la fonction publique au sein des services de la Commission communautaire française et des personnes morales de droit public qui en dépendent
- . la résolution relative à l'autisme
- . la résolution visant à garantir le lien indéfectible entre les Francophones de Bruxelles et les Francophones de la périphérie

En séance plénière du 30 avril 2004, ont été adoptés :

- . la motion déposée en conclusion de l'interpellation de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à la politique audiovisuelle de la Commission communautaire française
- . le décret relatif à la cohésion sociale
- . le décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé
- . le décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Commission communautaire française et la Communauté française en matière de soutien à l'intégration scolaire pour les jeunes en situation de handicap
- . la résolution relative à la lutte contre le VIH/SIDA

En séance plénière du 14 mai 2004, ont été adoptés :

- . les modifications du règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française
- . le décret portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale visant la collaboration dans les domaines de l'environnement et de la santé

- . le décret portant assentiment à la convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, signée à New-York le 22 janvier 2004
- . le décret portant assentiment à l’Accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française portant création du comité francophone de coordination des politiques d’aide aux personnes et de santé

5. Interpellations

Séance plénière du	Interpellation	Références
22 octobre 1999	de Mme Dominique Braeckman à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, concernant la situation de certains membres de l'I.M.P. I.P.H.O.V. et interpellation jointe de Mme Caroline Persoons à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative à la situation de l'I.M.P. I.P.H.O.V. et aux conséquences de l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 août 1999	CRI n° 1 (1999-2000)
22 octobre 1999	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant la mise en œuvre des dispositions législatives approuvées sous l'ancienne législature	CRI n° 1 (1999-2000)
22 octobre 1999	de Mme Caroline Persoons à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant l'avenir du Conseil consultatif des francophones de la périphérie et les déclarations du Collège à ce sujet	CRI n° 1 (1999-2000)
22 octobre 1999	de Mme Anne Herscovici à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du Budget, concernant le contrôle et l'aide aux a.s.b.l. subsidiées par la Commission communautaire française	CRI n° 1 (1999-2000)
22 octobre 1999	de M. Michel Lemaire à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, relative au projet de décret-cadre concernant la politique à mener en faveur des personnes âgées	CRI n° 1 (1999-2000)
19 novembre 1999	de M. Mohamed Daïf à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative à la situation de l'enseignement organisé par la Commission communautaire française	CRI n° 2 (1999-2000)
19 novembre 1999	de M. Michel Lemaire à M. Jacques Simonet, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative à la mise en œuvre de la réforme des services du Collège	CRI n° 2 (1999-2000)
19 novembre 1999	de M. Joël Riguelle à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, relative à la problématique du surendettement en Région bruxelloise	CRI n° 2 (1999-2000)
21 janvier 2000	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, relative à la promotion touristique de Bruxelles	CRI n° 5 (1999-2000)

Séance plénière du	Interpellation	Références
18 février 2000	de Mme Bernadette Wynants à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative aux projets communs des Commissions communautaires française et flamande	CRI n° 6 (1999-2000)
18 février 2000	de M. Michel Lemaire à M. Jacques Simonet, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative aux récentes décisions prises par le Collège en vue de pourvoir aux emplois de rangs supérieurs prévus dans l'organigramme des services de l'administration de la Commission communautaire française et interpellation jointe de Mme Dominique Braeckman à M. Jacques Simonet, membre du Collège chargé de la Fonction publique, concernant l'administration de la Commission communautaire française	CRI n° 6 (1999-2000)
18 février 2000	de M. Serge de Patoul à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, relative à la problématique du suicide et interpellation jointe de Mme Dominique Braeckman à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, relative aux centres de télé-accueil	CRI n° 6 (1999-2000)
18 février 2000	de M. Mahfoudh Romdhani à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative à Bruxelles 2000	CRI n° 6 (1999-2000)
24 mars 2000	de M. Fouad Lahssaini à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative au plan de sécurité	CRI n° 7 (1999-2000)
24 mars 2000	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative au risque d'exclusion d'étudiantes dans les écoles dont la Commission communautaire française est pouvoir organisateur	CRI n° 7 (1999-2000)
24 mars 2000	de M. Yaron Pesztat à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, et à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative au Centre international pour la ville, l'architecture et le paysage - CIVA	CRI n° 7 (1999-2000)
24 mars 2000	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à l'évolution de la mise en œuvre des tables rondes intersectorielles et interpellation jointe de Mme Anne-Françoise Theunissen à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, et à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, relative à l'accord sur le plan pluriannuel pour le secteur de la santé	CRI n° 7 (1999-2000)

Séance plénière du	Interpellation	Références
24 mars 2000	de M. Christos Doukeridis à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du Budget, relative à la coopération entre la Commission communautaire française et la Communauté française dans le cadre de politiques croisées	CRI n° 7 (1999-2000)
24 mars 2000	de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative à la politique du Collège en matière d'arts plastiques et musées	CRI n° 7 (1999-2000)
24 mars 2000	de Mme Anne Herscovici à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Jeunesse et de la Santé, relative à la construction d'une politique explicite de l'enfance dans la Région de Bruxelles-Capitale	CRI n° 7 (1999-2000)
24 mars 2000	de M. Mahfoudh Romdhani à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, relative aux comités de participation dans les maisons de repos	CRI n° 7 (1999-2000)
7 avril 2000	de Mme Dominique Braeckman à MM. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, et Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, relative au soutien aux associations dans le cadre de l'aide aux personnes qui se prostituent et de la prévention	CRI n° 8 (1999-2000)
5 mai 2000	de M. Joël Riguelle à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Formation professionnelle, relative à l'état des lieux en matière d'insertion socioprofessionnelle, en particulier le fonctionnement de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle	CRI n° 9 (1999-2000)
5 mai 2000	de M. François Roelants du Vivier à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à l'usage de l'anglais en Région de Bruxelles, singulièrement pour ce qui concerne la Commission communautaire française ainsi que des organismes et associations que celle-ci promeut ou subventionne	CRI n° 9 (1999-2000)
5 mai 2000	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, relative aux objectifs fondamentaux de la politique de tourisme à Bruxelles et aux structures et moyens mis en œuvre pour sa promotion	CRI n° 9 (1999-2000)
9 juin 2000	de Mme Béatrice Fraiteur à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, relative à la mise en œuvre des recommandations du Comité belge francophone pour l'année internationale des personnes âgées	CRI n° 10 (1999-2000)

Séance plénière du	Interpellation	Références
9 juin 2000	de M. Joël Riguelle à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, relative à la situation des services de médiation de dettes en Région bruxelloise	CRI n° 10 (1999-2000)
9 juin 2000	de M. Michel Lemaire à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du Budget, relative aux récentes déclarations du membre du Collège quant au refinancement de la Commission communautaire française au départ des marges de manœuvre dégagées dans le budget régional	CRI n° 10 (1999-2000)
7 juillet 2000	de M. Mahfoudh Romdhani à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative au déroulement de l'événement de Bruxelles 2000	CRI n° 12 (1999-2000)
7 juillet 2000	de M. Willy Decourty à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, relative aux perspectives d'avenir du secteur ambulatoire de la santé mentale à Bruxelles	CRI n° 12 (1999-2000)
20 octobre 2000	de Mme Anne Herscovici à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à l'évaluation de l'impact de l'augmentation des coûts énergétiques dans les différents secteurs couverts par la Commission communautaire française	CRI n° 1 (2000-2001)
20 octobre 2000	de M. Christos Doulkeridis à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative à l'absence d'accord de coopération entre la Commission communautaire française et la Communauté française quant à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves et des enseignants de l'enseignement technique et professionnel	CRI n° 1 (2000-2001)
20 octobre 2000	de M. Michel Moock à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, relative à ses dernières déclarations à propos de la distribution de la pilule du lendemain dans les établissements scolaires dépendant de la Commission communautaire française et interpellation jointe de Mme Dominique Braeckman à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, relative à l'accessibilité de la pilule du lendemain dans les écoles	CRI n° 1 (2000-2001)

Séance plénière du	Interpellation	Références
16 novembre 2000	de Mme Fatiha Saïdi à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Cohabitation des communautés locales, relative aux projets Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (F.I.P.I.) - exercice 2000, cofinancement de la Commission communautaire française et interpellation jointe de Mme Isabelle Gelas à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Cohabitation des communautés locales, relative à l'attribution des subventions dans le cadre de l'exercice 2000 au Fonds d'impulsion à la politique des immigrés	CRI n° 2 (2000-2001)
16 novembre 2000	de M. Michel Lemaire à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative à la situation de Télé-Bruxelles et interpellation jointe de Mme Bernadette Wynants à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative aux missions de service public de Télé-Bruxelles	CRI n° 2 (2000-2001)
16 novembre 2000	de Mme Caroline Persoons à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale, relative à l'aide sociale aux justiciables	CRI n° 2 (2000-2001)
19 janvier 2001	de Mme Isabelle Gelas à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Formation professionnelle, relative à la formation professionnelle et à la guidance en matière de formation	CRI n° 4 (2000-2001)
19 janvier 2001	de Mme Fatiha Saïdi à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative au fonctionnement du Festival du Cinéma méditerranéen organisé par la Commission communautaire française	CRI n° 4 (2000-2001)
19 janvier 2001	de M. Mahfoudh Romdhani à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative à l'Agence centrale de la Lecture publique	CRI n° 4 (2000-2001)
16 février 2001	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé des Relations intra-belges, relative à la concrétisation de la déclaration du Collège relative à la défense des francophones de la périphérie et concernant les activités du Conseil consultatif des francophones de la périphérie créé par le Collège	CRI n° 5 (2000-2001)
16 février 2001	de M. Michel Lemaire à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative au déménagement des services de la Commission communautaire française	CRI n° 5 (2000-2001)

Séance plénière du	Interpellation	Références
16 février 2001	de Mme Fatiha Saïdi à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, relative à la prévention de la toxicomanie, suite aux nouvelles dispositions fédérales	CRI n° 5 (2000-2001)
16 février 2001	de M. Denis Grimberghs à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Jeunesse, relative au financement des structures d'accueil de l'enfant dans le cadre des politiques croisées	CRI n° 5 (2000-2001)
9 mars 2001	de M. Joël Riguelle à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Formation professionnelle, relative aux résultats d'une étude sur les fonctions critiques du marché de l'emploi bruxellois et la situation de Bruxelles-Formation en général	CRI n° 6 (2000-2001)
9 mars 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative à la situation du personnel de l'administration de la Commission communautaire française et interpellation jointe de M. Michel Lemaire à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative au préavis de grève le 5 mars déposé par les organisations syndicales en front commun	CRI n° 6 (2000-2001)
9 mars 2001	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, relative au projet « Parcours-spectacle » des Galeries Saint-Hubert	CRI n° 6 (2000-2001)
9 mars 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, relative au SAMU social	CRI n° 6 (2000-2001)
20 avril 2001	de M. Yaron Pesztat à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative aux archives d'architectures modernes (AAM) et au CIVA	CRI n° 7 (2000-2001)
22 juin 2001	de M. Mahfoudh Romdhani à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé des Relations intra-belges, concernant la participation de la Commission communautaire française aux conférences interministérielles	CRI n° 9 (2000-2001)
22 juin 2001	de Mme Fatiha Saïdi à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Cohabitation des communautés locales, concernant les programmes « Intégration-Cohabitation »	CRI n° 9 (2000-2001)
22 juin 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, concernant les problèmes de Télé-Accueil	CRI n° 9 (2000-2001)

Séance plénière du	Interpellation	Références
22 juin 2001	de M. Denis Grimberghs à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, concernant la mise en œuvre du décret du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile et des services de soins palliatifs et continués	CRI n° 9 (2000-2001)
22 juin 2001	de M. Michel Lemaire à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes handicapées, concernant les inquiétudes exprimées récemment par le secteur des IMP	CRI n° 9 (2000-2001)
9 novembre 2001	de M. Philippe Smits à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, quant à la mise en œuvre des intentions explicitées dans la déclaration politique présentée par le Collège le 17 juillet 1999 en matière d'enseignement et de formation professionnelle	CRI n° 2 (2001-2002)
9 novembre 2001	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à la répercussion des accords de la Saint-Boniface – politiques croisées	CRI n° 2 (2001-2002)
9 novembre 2001	de Mme Caroline Persoons à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, relative à l'organisation des services de garde médicale à Bruxelles et les problèmes rencontrés par Médigarde	CRI n° 2 (2001-2002)
9 novembre 2001	de Mme Caroline Persoons à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, concernant l'avenir et le fonctionnement du CASU et la réorganisation du secteur des personnes sans abri	CRI n° 2 (2001-2002)
23 novembre 2001	de Mme Marie-Jeanne Riquet à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à l'assurance-dépendance	CRI n° 3 (2001-2002)
23 novembre 2001	de M. Philippe Smits à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Formation professionnelle, concernant l'avenir à court et à moyen terme du secteur de l'insertion socioprofessionnelle	CRI n° 3 (2001-2002)
23 novembre 2001	de Mme Danielle Caron à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, concernant la Foire du livre à Bruxelles	CRI n° 3 (2001-2002)
23 novembre 2001	de Mme Evelyne Huytebroeck, à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, concernant le devenir de l'Agence Centrale de la Lecture publique en Région de Bruxelles-Capitale	CRI n° 3 (2001-2002)

Séance plénière du	Interpellation	Références
23 novembre 2001	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, concernant l'évolution du projet de la deuxième Zinneke parade prévue pour le printemps 2002	CRI n° 3 (2001-2002)
23 novembre 2001	de M. Marc Cools à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, concernant les politiques de prévention et d'accompagnement à développer dans le domaine de la prostitution	CRI n° 3 (2001-2002)
18 janvier 2002	de Mme Caroline Persoons à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant la campagne de la Communauté flamande à l'égard des communautés d'origine étrangère	CRI n° 5 (2001-2002)
18 janvier 2002	de Mme Dominique Braeckman à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement ex-provincial, concernant l'enseignement bilingue (langue des signes/Français) pour les élèves sourds	CRI n° 5 (2001-2002)
18 janvier 2002	de M. Serge de Patoul à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, concernant l'obligation pour les centres de services de santé mentale d'organiser des formations	CRI n° 5 (2001-2002)
22 février 2002	de Mme Marie-Jeanne Riquet à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la famille, relative aux déclarations de M. Alain Hutchinson à propos de l'assurance-autonomie et interpellation jointe de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à l'assurance-dépendance, la saisine du comité de concertation et la concertation avec la Communauté française	CRI n° 6 (2001-2002)
22 février 2002	de Mme Caroline Persoons à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative à la situation du personnel de l'administration de la Commission communautaire française et interpellation jointe de Mme Dominique Braeckman à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative au déménagement de l'administration et à la situation du personnel de l'administration de la Commission communautaire française et interpellation jointe de M. Michel Lemaire à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, concernant le préavis de grève des syndicats de la Commission communautaire française et de Bruxelles-Formation	CRI n° 6 (2001-2002)

Séance plénière du	Interpellation	Références
22 février 2002	de M. Bernard Ide à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, relative à l'évaluation de la politique sportive de la Commission communautaire française	CRI n° 6 (2001-2002)
22 février 2002	de Mme Isabelle Molenberg à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, concernant l'avenir du football à Bruxelles	CRI n° 6 (2001-2002)
22 février 2002	de M. Michel Lemaire à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, relative à la politique du gouvernement à l'égard du troisième âge	CRI n° 6 (2001-2002)
22 mars 2002	de Mme Anne-Françoise Theunissen à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Politique de la formation professionnelle concernant l'accueil en crèche des enfants de parents qui suivent des formations à Bruxelles-Formation	CRI n° 7 (2001-2002)
19 avril 2002	de M. Philippe Smits à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Formation professionnelle, concernant les mesures à prendre afin de favoriser les formations à l'Internet	CRI n° 8 (2001-2002)
19 avril 2002	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, concernant l'évolution de la collaboration entre Bruxelles et la Wallonie en matière de politique du tourisme	CRI n° 8 (2001-2002)
19 avril 2002	de M. Denis Grimberghs à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées, relative aux problèmes restés en suspens dans la politique des personnes handicapées	CRI n° 8 (2001-2002)
31 mai 2002	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, relative à la problématique de l'analphabétisme en Région bruxelloise	CRI n° 9 (2001-2002)
31 mai 2002	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Formation professionnelle, concernant l'accord de coopération portant sur la mise en place d'un système de validation	CRI n° 9 (2001-2002)

Séance plénière du	Interpellation	Références
31 mai 2002	<p>de Mme Caroline Persoons à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé des Relations intra-belges, concernant la rencontre du Gouvernement de la Communauté française Wallonie-Bruxelles et du Collège de la Commission communautaire française</p> <p>et interpellation jointe de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé des Relations intra-belges, relative au suivi de la rencontre entre le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française</p> <p>et interpellation jointe de M. Christos Doulkeridis à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé des Relations intra-belges, relative à la rencontre du Gouvernement de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française le 30 avril 2002</p>	CRI n° 9 (2001-2002)
31 mai 2002	de Mme Anne-Françoise Theunissen à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, concernant la formation en alternance	CRI n° 9 (2001-2002)
31 mai 2002	<p>de M. Denis Grimberghs à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du Budget, relative à l'application du décret du 17 avril 1997</p> <p>et interpellation jointe de Mme Dominique Braeckman à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du Budget, relative à la liquidation des subsides</p>	CRI n° 9 (2001-2002)
31 mai 2002	de Mme Fatiha Saïdi à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de la Cohabitation des communautés locales, relative à la mise en place d'un musée de l'immigration en Région de Bruxelles-Capitale	CRI n° 9 (2001-2002)
31 mai 2002	de Mme Fatiha Saïdi à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de la Cohabitation des communautés locales, relative aux politiques à mettre en œuvre par le Collège dans les quartiers en matière de cohabitation des communautés locales suite aux récents événements	CRI n° 9 (2001-2002)
28 juin 2002	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Formation professionnelle, relative aux conséquences, à la Commission communautaire française, de l'adoption du pacte social pour l'emploi dans les matières de la formation professionnelle	CRI n° 10 (2001-2002)

Séance plénière du	Interpellation	Références
28 juin 2002	de M. Denis Grimberghs à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, relative au suivi de la problématique des personnes sans abri et interpellation jointe de Mme Dominique Braeckman à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, relative à la problématique des personnes sans abri	CRI n° 10 (2001-2002)
18 octobre 2002	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé des Relations intra-belges, relative au développement de l'assurance-dépendance	CRI n° 1 (2002-2003)
18 octobre 2002	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, relative à l'évolution des chiffres du tourisme à Bruxelles et interpellation jointe de M. Alain Daems à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, relative aux options en faveur du tourisme de loisir « bon marché »	CRI n° 1 (2002-2003)
18 octobre 2002	de Mme Caroline Persoons à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes handicapées, relative aux structures d'accueil pour les adultes handicapés et interpellation jointe de Mme Dominique Braeckman à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, relative à la mise en place du Comité francophone de coordination des politiques sociales et de santé	CRI n° 1 (2002-2003)
22 novembre 2002	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant l'application des accords relatifs au secteur non-marchand	CRI n° 2 (2002-2003)
22 novembre 2002	de M. Michel Lemaire à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, relative au libre parcours du sport	CRI n° 2 (2002-2003)
20 décembre 2002	de Mme Anne-Françoise Theunissen à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes, concernant la situation actuelle de la formation pour les classes moyennes et les PME	CRI n° 4 (2002-2003)
31 janvier 2003	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant les ACS – COCOF et interpellation jointe de Mme Dominique Braeckman à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant le suivi de l'application des accords du non-marchand	CRI n° 5 (2002-2003)

Séance plénière du	Interpellation	Références
31 janvier 2003	de M. Bernard Ide à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, concernant le Centre sportif de la Woluwe	CRI n° 5 (2002-2003)
28 février 2003	de M. Serge de Patoul à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé des Relations internationales, relative à la défédéralisation de la coopération au développement et interpellation jointe de M. Fouad Lahssaini, à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à la question du transfert de certaines parties de la coopération au développement aux communautés et régions	CRI n° 6 (2002-2003)
28 février 2003	de M. Willy Decourty à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, concernant l'avenir du secteur de la santé mentale à Bruxelles	CRI n° 6 (2002-2003)
11 avril 2003	de M. Bernard Ide à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, relative au financement des infrastructures sportives en Région bruxelloise	CRI n° 7 (2002-2003)
11 avril 2003	de Mme Dominique Braeckman à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, concernant l'accès au droit	CRI n° 7 (2002-2003)
16 mai 2003	de Mme Marie-Jeanne Riquet à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, concernant les conclusions de l'étude de faisabilité de l'assurance autonomie	CRI n° 8 (2002-2003)
16 mai 2003	de Mme Dominique Braeckman à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, relative au secteur de la toxicomanie et à certaines questions concernant les secteurs socio-sanitaires de la Commission communautaire française, suite à la fermeture du CASC (Centre d'action sociale en milieu communautaire)	CRI n° 8 (2002-2003)
16 mai 2003	de Mme Dominique Braeckman à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, relative aux problèmes du secteur des aides à domicile	CRI n° 8 (2002-2003)
27 juin 2003	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels, relative au retard de paiement des subsides du Fonds social européen et interpellation jointe de Mme Anne-Françoise Theunissen à M. Eric Tomas, ministre-président chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels, relative aux retards de paiement aux associations par le Fonds social européen	CRI n° 10 (2002-2003)

Séance plénière du	Interpellation	Références
27 juin 2003	de Mme Dominique Braeckman à M. Daniel Ducarme, membre du Collège chargé de la Fonction publique, concernant l'administration de la Commission communautaire française et le bâtiment sis boulevard de Waterloo	CRI n° 10 (2002-2003)
27 juin 2003	de Mme Danielle Caron à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Jeunesse, et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, relative aux enjeux bruxellois de l'accueil et à l'Observatoire de l'enfant	CRI n° 10 (2002-2003)
7 novembre 2003	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à la participation de la Commission communautaire française au financement de la RTBF et au désengagement de la RTBF	CRI n° 2 (2003-2004)
30 janvier 2004	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, et à M. Daniel Ducarme, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative au malaise du personnel relevant de leur autorité	CRI n° 5 (2003-2004)
30 janvier 2004	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant la mise en œuvre des décisions communiquées à la suite de la réunion conjointe du Gouvernement de la Communauté française et du Collège de la Commission communautaire française	CRI n° 5 (2003-2004)
30 janvier 2004	de Mme Marie-Jeanne Riquet à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, concernant la menace que présente l'assurance-dépendance flamande pour les maisons de repos agréées par la Commission communautaire française	CRI n° 5 (2003-2004)
30 janvier 2004	de M. Denis Grimberghs à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées, concernant la mise en œuvre du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration des personnes handicapées	CRI n° 5 (2003-2004)
19 mars 2004	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à l'évolution de la politique audiovisuelle de la Commission communautaire française	CRI n° 6 (2003-2004)
19 mars 2004	de M. Denis Grimberghs à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du Budget, concernant l'application du Décret du 17 avril 1997 relatif à la liquidation régulière des subventions	CRI n° 6 (2003-2004)
30 avril 2004	de Mme Dominique Braeckman à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à la mise en place du Comité francophone de coordination des politiques sociales et de santé	CRI n° 7 (2003-2004)

Séance plénière du	Interpellation	Références
30 avril 2004	De M. Michel Lemaire à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du Budget, relative aux investigations menées dans le cadre de l'octroi de subsides se rapportant à l'obésité	CRI n° 7 (2003-2004)
14 mai 2004	de Mme Anne-Françoise Theunissen à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnels, concernant la formation professionnelle des demandeurs d'emplois bruxellois	CRI n° 8 (2003-2004)

6. Questions orales

Séance plénière du	Question orale	Références
19 novembre 1999	de M. Serge de Patoul à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative au comptage des élèves de l'enseignement ex-province à Bruxelles	CRI n° 2 (1999-2000)
19 novembre 1999	de M. Alain Daems à M. Jacques Simonet, membre du Collège chargé de la Fonction publique, concernant « l'avis du Collège de la Commission communautaire française sur le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal fixant les principes généraux du service administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des gouvernements de Communauté et de Région et de Collège de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent (A.R.P.G.) »	CRI n° 2 (1999-2000)
21 janvier 2000	de M. François Roelants du Vivier à M. Jacques Simonet, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative au déménagement de l'administration de la Commission communautaire française	CRI n° 5 (1999-2000)
21 janvier 2000	de Mme Françoise Schepmans à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale, relative à la mise sur pied du « Comité francophone de coordination des politiques sociales et de santé »	CRI n° 5 (1999-2000)
21 janvier 2000	de M. Michel Lemaire à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale, relative à la mise en œuvre du décret du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux centres d'action sociale globale	CRI n° 5 (1999-2000)
18 février 2000	de M. Serge de Patoul à M. Jacques Simonet, membre du Collège chargé de la Fonction publique, concernant la rédaction de courriers administratifs	CRI n° 6 (1999-2000)
18 février 2000	de M. Michel Lemaire à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, concernant l'édition 1999-2000 du guide « Seniors futés à Bruxelles »	CRI n° 6 (1999-2000)
24 mars 2000	de Mme Anne Herscovici à M. Jacques Simonet, membre du Collège chargé de la Fonction publique, concernant la fermeture de la Régie graphique	CRI n° 7 (1999-2000)

Séance plénière du	Question orale	Références
24 mars 2000	de M. Marc Cools à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, concernant la subsidiation des a.s.b.l., émanations de la Commission communautaire française et question jointe de Mme Bernadette Wynants à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, concernant la non-reconduction de la subvention en faveur de l'a.s.b.l. Cinergie	CRI n° 7 (1999-2000)
24 mars 2000	de M. Marc Cools à M. Eric André, membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et permanente des classes moyennes, concernant le parrainage des jeunes diplômés en construction	CRI n° 7 (1999-2000)
7 avril 2000	de Mme Caroline Persoons à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, concernant la collaboration de Télé-Bruxelles à la production et diffusion du J.T. pour enfants de la R.T.B.F.	CRI n° 8 (1999-2000)
7 avril 2000	de M. Marc Cools à M. Eric André, membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et permanente des classes moyennes, relative au parrainage des jeunes diplômés en construction	CRI n° 8 (1999-2000)
5 mai 2000	de M. Serge de Patoul à M. Eric André, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes handicapées, concernant le traitement des demandes d'admission au sein des instituts médico-pédagogiques (I.M.P.)	CRI n° 9 (1999-2000)
9 juin 2000	de M. Benoît Cerexhe à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative aux activités du Conseil consultatif des francophones de la périphérie	CRI n° 10 (1999-2000)
9 juin 2000	de Mme Dominique Braeckman à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Cohabitation des communautés locales, relative aux programmes intercommunaux visant à l'intégration sociale des communautés locales	CRI n° 10 (1999-2000)
9 juin 2000	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative au projet de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le refinancement de la Communauté française par la Région wallonne pour un montant de 900 millions de francs dans le cadre de politiques croisées	CRI n° 10 (1999-2000)

Séance plénière du	Question orale	Références
9 juin 2000	de Mme Dominique Braeckman à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative à l'Institut des handicapés de l'ouïe et de la vue de Berchem-Sainte-Agathe	CRI n° 10 (1999-2000)
9 juin 2000	de Mme Dominique Braeckman à MM. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, et Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, relative à l'accueil dans des services sanitaires ou sociaux dépendant de la Commission communautaire française	CRI n° 10 (1999-2000)
9 juin 2000	de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative aux difficultés financières rencontrées par le « Travers »	CRI n° 10 (1999-2000)
9 juin 2000	de Mme Anne Herscovici à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, relative aux mesures prises pour soutenir les généralistes et contribuer au désengorgement des services d'urgence des hôpitaux	CRI n° 10 (1999-2000)
7 juillet 2000	de M. Benoît Cerexhe à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, relative au « Guide promenade de Berchem-Sainte-Agathe édité par C.F.C.-Editions »	CRI n° 11 (1999-2000)
7 juillet 2000	de Mme Dominique Braeckman à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative au « Centre culturel arabe » (CCA)	CRI n° 11 (1999-2000)
20 octobre 2000	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative au système de chèques-service	CRI n° 1 (2000-2001)
20 octobre 2000	de Mme Fatiha Saïdi à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative au personnel de la Commission communautaire française	CRI n° 1 (2000-2001)
20 octobre 2000	de M. Michel Lemaire à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, relative à la circulaire en matière de bracelet « anti-fugue »	CRI n° 1 (2000-2001)
16 novembre 2000	de M. Christos Doukeridis à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative à la mise en place du Conseil d'administration de la Société publique d'administration des bâtiments scolaires de Bruxelles	CRI n° 2 (2000-2001)

Séance plénière du	Question orale	Références
16 novembre 2000	de M. Marc Cools à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé des Relations intra-belges, relative aux relations entre le Collège de la Commission communautaire française et le gouvernement de la Communauté française	CRI n° 2 (2000-2001)
16 novembre 2000	de Mme Dominique Braeckman à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du budget, relative à l'acquisition d'un bâtiment pour l'administration de la Commission communautaire française	CRI n° 2 (2000-2001)
16 février 2001	de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative à l'Ecole du Cirque	CRI n° 5 (2000-2001)
16 février 2001	de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Jeunesse, relative à Infor Jeunes	CRI n° 5 (2000-2001)
9 mars 2001	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé des Relations internationales, relative à l'Année internationale des Volontaires	CRI n° 6 (2000-2001)
9 mars 2001	de M. Fouad Lahssaini à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative à la présence d'amiante dans des locaux des établissements de la Commission communautaire française	CRI n° 6 (2000-2001)
9 mars 2001	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à la mise en œuvre de l'accord avec le non-marchand	CRI n° 6 (2000-2001)
9 mars 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative au règlement visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse	CRI n° 6 (2000-2001)
20 avril 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes handicapées, relative à l'agrément et au subventionnement des centres de jour et centres d'hébergement pour personnes handicapées	CRI n° 7 (2000-2001)
20 avril 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du Budget, relative à l'accord interprofessionnel du 22.12.2000 relatif aux vacances annuelles des travailleurs	CRI n° 7 (2000-2001)

Séance plénière du	Question orale	Références
18 mai 2001	de M. Joël Riguelle à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, et à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes handicapées, relative aux terrains ex-IPHOV à Berchem-Ste-Agathe	CRI n° 8 (2000-2001)
18 mai 2001	de Mme Danielle Caron à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à l'accueil des Européens	CRI n° 8 (2000-2001)
18 mai 2001	de M. Michel Lemaire à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, relative à l'attribution de subsides aux infrastructures sportives	CRI n° 8 (2000-2001)
18 mai 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale, relative à l'évolution de la situation du SAMU social	CRI n° 8 (2000-2001)
22 juin 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, du Sport et de la Jeunesse, relative au règlement visant à accorder un subside aux associations intégrant les sourds dans leurs activités culturelles, sportives ou de jeunesse	CRI n° 9 (2000-2001)
22 juin 2001	de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative à C.F.C. Editions et Quartiers Latins et à leur déménagement	CRI n° 9 (2000-2001)
22 juin 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes handicapées, relative au manifeste déposé par la « plate-forme intégration scolaire pour enfants en situation de handicap »	CRI n° 9 (2000-2001)
22 juin 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale, relative à l'accessibilité à la pilule du lendemain dans les écoles revue à l'occasion de sa vente libre	CRI n° 9 (2000-2001)
9 novembre 2001	de M. Michel Lemaire à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative au recrutement à l'administration de la Commission communautaire française	CRI n° 2 (2001-2002)
9 novembre 2001	de M. Michel Lemaire à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, à propos du déménagement des services de la Commission communautaire française	CRI n° 2 (2001-2002)

Séance plénière du	Question orale	Références
9 novembre 2001	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, concernant la politique d'accueil des autobus et autocars touristiques à Bruxelles	CRI n° 2 (2001-2002)
9 novembre 2001	de M. Michel Lemaire à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, relative à l'utilisation d'infrastructures au bénéfice du sport	CRI n° 2 (2001-2002)
23 novembre 2001	de Mme Caroline Persoons à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège et à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, concernant l'avenir du comité d'appui bruxellois aux équipes spécialisées	CRI n° 3 (2001-2002)
22 février 2002	de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Eric Tomas, membre du Collège chargé de l'Enseignement, concernant l'Institut supérieur de pédagogie de la Région de Bruxelles-Capitale	CRI n° 6 (2001-2002)
22 février 2002	de M. Bernard Ide à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture et du Tourisme, relative à la demande de subsides de l'a.s.b.l. BRUMUSE	CRI n° 6 (2001-2002)
22 février 2002	de Mme Caroline Persoons à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, relative aux conséquences du déplacement du Marché de Noël de la Ville de Bruxelles sur le tourisme à Bruxelles	CRI n° 6 (2001-2002)
22 mars 2002	de Mme Marie-Jeanne Riquet à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative aux dernières rencontres interministérielles à propos de l'assurance dépendance	CRI n° 7 (2001-2002)
22 mars 2002	de M. Alain Adriaens à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à une communication de son cabinet dans une feuille politique	CRI n° 7 (2001-2002)
22 mars 2002	de Mme Dominique Braeckman à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, concernant la condamnation en justice relative au bâtiment situé boulevard de Waterloo	CRI n° 7 (2001-2002)
22 mars 2002	de Mme Caroline Persoons à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées, concernant les menaces pesant sur l'Entreprise de Travail adapté dépendant de la Ligue Braille	CRI n° 7 (2001-2002)

Séance plénière du	Question orale	Références
28 juin 2002	de M. Denis Grimberghs à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Jeunesse, et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale, relative à la collaboration en matière d'accueil des enfants en dehors des heures scolaires avec le gouvernement de la Communauté française	CRI n° 10 (2001-2002)
18 octobre 2002	de Mme Anne-Françoise Theunissen à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, concernant le plan Magellan de restructuration de la RTBF et le lien avec Télé-Bruxelles	CRI n° 1 (2002-2003)
18 octobre 2002	de Mme Dominique Braeckman à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes, relative à la politique en matière de lutte contre les interruptions volontaires de grossesse	CRI n° 1 (2002-2003)
22 novembre 2002	de M. Benoît Cerexhe à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative à l'a.s.b.l. Maison de la Francité	CRI n° 2 (2002-2003)
22 novembre 2002	de M. Michel Moock à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative aux logiciels libres	CRI n° 2 (2002-2003)
31 janvier 2003	de Mme Dominique Braeckman à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à la mise en place du Comité francophone de Coordination des politiques sociales et de santé	CRI n° 5 (2002-2003)
31 janvier 2003	de M. Denis Grimberghs à tous les membres du Collège, relative à l'appel aux candidatures concernant le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé	CRI n° 5 (2002-2003)
31 janvier 2003	de Mme Dominique Braeckman à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative au bâtiment sis Boulevard de Waterloo	CRI n° 5 (2002-2003)
31 janvier 2003	de M. Christos Doulkeridis à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative à l'informatisation de l'administration de la Commission communautaire française	CRI n° 5 (2002-2003)
28 février 2003	de M. Bernard Ide à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture et du Tourisme, concernant le Musée de l'orgue : un patrimoine en danger	CRI n° 6 (2002-2003)

Séance plénière du	Question orale	Références
28 février 2003	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, concernant la subvention accordée par la Commission communautaire française à la recherche « Enfant Malade » de l'École de Santé publique de l'U.L.B.	CRI n° 6 (2002-2003)
28 février 2003	de M. Serge de Patoul à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes handicapées, relative à l'application du décret du 4 mars 1999 concernant l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées	CRI n° 6 (2002-2003)
11 avril 2003	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant le financement de la RTBF	CRI n° 7 (2002-2003)
11 avril 2003	de Mme Caroline Persoons à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant l'assentiment par l'Assemblée de la Commission communautaire française à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la protection des minorités	CRI n° 7 (2002-2003)
11 avril 2003	de Mme Fatiha Saïdi à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant l'accessibilité de la piscine du CERIA à des groupes de femmes	CRI n° 7 (2002-2003)
11 avril 2003	de Mme Caroline Persoons à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées, concernant la libre circulation des personnes handicapées entre les régions et l'aide matérielle technique octroyée aux personnes handicapées et domiciliées en Flandre	CRI n° 7 (2002-2003)
11 avril 2003	de Mme Fatiha Saïdi à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de la Cohabitation des communautés locales, concernant la journée « Vivre ensemble » et l'implication de la Commission communautaire française	CRI n° 7 (2002-2003)
11 avril 2003	de Mme Fatiha Saïdi à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de la Cohabitation des communautés locales, concernant l'état d'avancement du projet de décret « action communautaire de quartier »	CRI n° 7 (2002-2003)
16 mai 2003	de M. Denis Grimberghs à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, concernant l'application du décret du 4 mars 1999 relatif aux Centres de coordination	CRI n° 8 (2002-2003)
27 juin 2003	de M. Michel Lemaire à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport et de la Santé, relative aux études sur l'obésité des jeunes bruxellois	CRI n° 10 (2002-2003)

Séance plénière du	Question orale	Références
27 juin 2003	de Mme Dominique Braeckman à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de la Politique des personnes handicapées, concernant l'accompagnement pédagogique	CRI n° 10 (2002-2003)
27 juin 2003	de M. Denis Grimberghs à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du Budget, concernant l'application du Décret du 17 avril 1997 relatif à l'arrêt de la liquidation régulière des subventions	CRI n° 10 (2002-2003)
11 juillet 2003	de M. Serge de Patoul à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales, relative à la diminution des subsides octroyés au CELF	CRI n° 11 (2002-2003)
7 novembre 2003	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative à l'évolution de la fréquentation de chambres d'hôtes	CRI n° 2 (2003-2004)
30 janvier 2004	de M. Serge de Patoul à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, concernant l'avenir du Musée d'art spontané	CRI n° 5 (2003-2004)
19 mars 2004	de M. Paul Galand à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, relative au suicide en région bruxelloise suite à l'étude de l'Observatoire de la Santé	CRI n° 6 (2003-2004)
19 mars 2004	de M. Bernard Ide à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, concernant « Eduquer par le sport »	CRI n° 6 (2003-2004)
30 avril 2004	de Mme Fatiha Saïdi à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, concernant les mutilations génitales féminines	CRI n° 7 (2003-2004)
14 mai 2004	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à l'intervention de la cellule de contrôle des subsides	CRI n° 8 (2003-2004)

7. Questions d'actualité

Séance plénière du	Question d'actualité	Références
15 décembre 1999	de M. Michel Lemaire à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale, concernant l'agrément du centre de planning familial « Faculté d'aimer »	CRI n° 4 (1999-2000)
15 décembre 1999	de Mme Dominique Braeckman à M. Eric André, membre du Collège chargé de la Formation professionnelle et permanente des classes moyennes et de la Politique des personnes handicapées, concernant les ETA (entreprises de travail adapté)	CRI n° 4 (1999-2000)
7 avril 2000	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative à la remise en cause des sections horticoles de l'Institut Redouté – Peiffer et de M. Christos Doulkeridis à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative à la section horticole de l'Institut Redouté – Peiffer et de M. Serge de Patoul à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative à l'avenir de la section horticole de l'Institut Redouté – Peiffer	CRI n° 8 (1999-2000)
7 avril 2000	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, concernant l'absence de décision du Collège en matière de subventionnement des tours de ville organisés par les associations du groupe « Bruxelles découvertes »	CRI n° 8 (1999-2000)
7 avril 2000	de Mme Caroline Persoons à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, concernant les difficultés financières de Bruxelles 2000	CRI n° 8 (1999-2000)
7 avril 2000	de M. Mahfoudh Romdhani à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, concernant la retransmission sur Télé-Bruxelles du colloque « Autriche, culture et démocratie »	CRI n° 8 (1999-2000)
5 mai 2000	de M. Denis Grimberghs à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à la manifestation du secteur non-marchand et à l'action de grève des services du Collège ce jeudi 4 mai	CRI n° 9 (1999-2000)
5 mai 2000	de M. Denis Grimberghs à M. Jacques Simonet, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative à l'opération de vente - location de bâtiments administratifs	CRI n° 9 (1999-2000)
7 juillet 2000	de M. Michel Mook à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, concernant la publication de Bruxelles Santé du mois de juin	CRI n° 12 (1999-2000)

Séance plénière du	Question d'actualité	Références
20 octobre 2000	de M. Michel Lemaire à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du Budget, relative à la déclaration de politique fédérale et de M. Christos Doulkeridis à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé du Budget, relative à la décision politique annoncée au niveau fédéral cette semaine (accords de la Sainte Perlette) d'accorder à la Commission communautaire française une capacité d'emprunt	CRI n° 1 (2000-2001)
16 novembre 2000	de M. Philippe Smits à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé des Relations intra-belges, relative aux accords de coopération avec la Communauté française en matière de programmes d'immersion linguistique et de mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire, technique et professionnel	CRI n° 2 (2000-2001)
16 novembre 2000	de M. Serge de Patoul à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative à l'effet sur la Commission communautaire française de Bruxelles des décisions du Gouvernement de la Communauté française au sujet de la reconnaissance des avantages sociaux dans l'enseignement	CRI n° 2 (2000-2001)
16 novembre 2000	de Mme Sfia Bouarfa à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de l'Enseignement, relative aux mesures de prévention prises en matière de sécurité alimentaire dans les cantines scolaires	CRI n° 2 (2000-2001)
19 janvier 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, concernant l'assemblée des agents de l'administration de la Commission communautaire française et leurs revendications et de M. Michel Lemaire à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative à l'assemblée générale du personnel de l'administration ce mardi 16 janvier	CRI n° 4 (2000-2001)
19 janvier 2001	de M. Denis Grimberghs à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées, relative au retard dans le versement de la première avance des subventions dues aux services et institutions relevant du Service bruxellois francophone des personnes handicapées	CRI n° 4 (2000-2001)
16 février 2001	de Mme Dominique Braeckman à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, relative au mouvement de grève du SAMU social	CRI n° 5 (2000-2001)
16 février 2001	de Mme Anne Herscovici à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, concernant l'état d'avancement de la concertation relative à l'accessibilité de la pilule du lendemain	CRI n° 5 (2000-2001)

Séance plénière du	Question d'actualité	Références
16 février 2001	de M. Michel Lemaire à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, relative à la réunion du Comité de secteur XV de ce jeudi 15 février 2001	CRI n° 5 (2000-2001)
9 mars 2001	de M. Fouad Lahssaini à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant la (non) participation de la Commission communautaire française aux manifestations organisées dans le cadre de la Journée internationale des femmes du 8 mars 2001	CRI n° 6 (2000-2001)
20 avril 2001	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à l'état d'avancement des accords du non-marchand	CRI n° 7 (2000-2001)
18 mai 2001	de Mme Fatiha Saïdi à M. Willem Draps, membre du Collège chargé de la Formation professionnelle, relative au centre de formation INFOBO	CRI n° 8 (2000-2001)
6 juillet 2001	de Mme Caroline Persoons à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à l'opération « Eté Jeunes 2001 »	CRI n° 10 (2000-2001)
18 janvier 2002	de Mme Caroline Persoons à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant les suites réservées à l'arrêt du Conseil d'Etat sur l'avenir du Conseil consultatif des francophones de la périphérie, de Mme Evelyne Huytebroeck à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant les suites réservées à l'arrêt du Conseil d'Etat sur l'avenir du Conseil consultatif des francophones de la périphérie et de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant les suites réservées à l'arrêt du Conseil d'Etat sur l'avenir du Conseil consultatif des francophones de la périphérie	CRI n° 5 (2001-2002)
18 janvier 2002	de M. Philippe Smits à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative aux mesures d'équipement prévues par le Collège pour les écoles techniques et professionnelles	CRI n° 5 (2001-2002)
18 janvier 2002	de M. Michel Lemaire à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, relative aux conséquences bruxelloises de la réorganisation de l'Union belge de football	CRI n° 5 (2001-2002)
18 janvier 2002	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, relative au « réseau sport de quartier »	CRI n° 5 (2001-2002)
22 février 2002	de Mme Caroline Persoons à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, concernant la situation de la demande de l'a.s.b.l. « Le Nid » comme centre d'action sociale globale et de M. Michel Lemaire à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille, concernant la demande d'agrément de l'a.s.b.l. « Le Nid »	CRI n° 6 (2001-2002)

Séance plénière du	Question d'actualité	Références
22 mars 2002	de Mme Caroline Persoons à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, concernant la collaboration de la Commission communautaire française au rapprochement des administrations Région wallonne – Communauté française Wallonie-Bruxelles et de M. Christos Doulkeridis à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, et à M. François-Xavier de Donnée, membre du Collège chargé de la Fonction publique, concernant la collaboration de la Commission communautaire française au rapprochement des administrations Région wallonne – Communauté française Wallonie-Bruxelles	CRI n° 7 (2001-2002)
22 mars 2002	de Mme Marion Lemesre à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, concernant l'emploi des jeunes	CRI n° 7 (2001-2002)
22 mars 2002	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Formation professionnelle, relative aux chèques-formation	CRI n° 7 (2001-2002)
22 mars 2002	de M. Michel Lemaire à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative au fiasco des manifestations organisées dans le cadre de l'hommage à Victor Hugo	CRI n° 7 (2001-2002)
28 juin 2002	de Mme Marion Lemesre à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Tourisme, sur la menace que fait peser le Collège de la Ville de Bruxelles sur l'organisation de l'Ommegang, manifestation culturelle et touristique de première importance	CRI n° 10 (2001-2002)
28 juin 2002	de M. Paul Galand à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé, sur l'organisation de permanences dans les centres de santé mentale durant les mois de juillet et d'août	CRI n° 10 (2001-2002)
28 juin 2002	de Mme Anne-Françoise Theunissen à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, sur l'application des accords du non-marchand en Commission communautaire française	CRI n° 10 (2001-2002)
18 octobre 2002	de M. Michel Lemaire à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Cohabitation des communautés locales, et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale, relative aux analyses relayées par la presse quant au peu d'effet des politiques d'intégration menées notamment par la Commission communautaire française	CRI n° 1 (2002-2003)
18 octobre 2002	de M. Mahfoudh Romdhani à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Cohabitation des communautés locales, et à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale, relative aux inquiétudes manifestées publiquement par le monde associatif et des représentants de la société civile sur la remise en cause des politiques d'intégration et de cohabitation	CRI n° 1 (2002-2003)
18 octobre 2002	de Mme Fatiha Saïdi à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège chargé de la Cohabitation des communautés locales, et à M. Alain Hutchinson, membres du Collège chargé de l'Action sociale, concernant la cohabitation des communautés locales	CRI n° 1 (2002-2003)

Séance plénière du	Question d'actualité	Références
6 décembre 2002	de M. Joël Riguelle à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture et du Tourisme, concernant les conséquences pour le tourisme bruxellois des mesures fiscales à l'égard des musées	CRI n° 3 (2002-2003)
31 janvier 2003	de M. Bernard Ide à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé du Sport, relative aux conclusions des chantiers du sport	CRI n° 5 (2002-2003)
11 avril 2003	de M. Christos Doulkeridis à M. Eric Tomas, ministre-président du Collège, relative à la création et à l'alimentation d'un fonds pour l'équipement des écoles techniques et professionnelles à Bruxelles	CRI n° 7 (2002-2003)
11 avril 2003	de Mme Amina Derbaki Sbaï à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative à l'a.s.b.l. « Article 27 » et question jointe de Mme Anne-Françoise Theunissen à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative à l'a.s.b.l. « Article 27 »	CRI n° 7 (2002-2003)
27 juin 2003	de M. Bernard Ide à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, de la Jeunesse, du Sport et de la Santé, sur les graves difficultés financières au centre sportif de la Woluwe	CRI n° 10 (2002-2003)
7 novembre 2003	de Mme Dominique Braeckman à M. Daniel Ducarme, membre du Collège chargé de la Fonction publique, sur l'action du personnel CGSP de l'administration de la Commission communautaire française	CRI n° 2 (2003-2004)
14 mai 2004	de M. Paul Galand à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Santé et de la Jeunesse, relative à la prévention du mélanome et à la journée européenne « Euro Melanomia »	CRI n° 8 (2003-2004)
14 mai 2004	de M. Bernard Ide à M. Didier Gosuin, membre du Collège chargé de la Culture, relative au Musée de l'Orgue	CRI n° 8 (2003-2004)
14 mai 2004	de M. Fouad Lahssaini à M. Alain Hutchinson, membre du Collège chargé de l'Action sociale, concernant des licenciements de personnel d'une a.s.b.l. ayant pour mission l'Aide aux détenus	CRI n° 8 (2003-2004)

8. Etat du travail des parlementaires

Interpellations en séances plénières	
BRAECKMAN Dominique	19
CARON Danielle	2
COOLS Marc	1
DAEMS Alain	1
DAIF Mohamed	1
de PATOUL Serge	3
DECOURTY Willy	2
DOULKERIDIS Christos	3
FRAITEUR Béatrice	1
GELAS Isabelle	2
GRIMBERGHS Denis	16
HERSCOVICI Anne	3
HUYTEBROECK Evelyne	2
IDE Bernard	3
LAHSSAINI Fouad	2
LEMAIRE Michel	21
MOLENBERG Isabelle	1
MOOCK Michel	1
PERSOONS Caroline	9
PESZTAT Yaron	2
RIGUELLE Joël	10
RIQUET Marie-Jeanne	4
ROELANTS du VIVIER François	1
ROMDHANI Mahfoudh	5
SAIDI Fatiha	6
SMITS Philippe	3
THEUNISSEN Anne-Françoise	6
WYNANTS Bernadette	2
Interpellation en commission du Budget, de l'Administration, des Relations extérieures et des Compétences résiduelles	
LEMAIRE Michel	1
Interpellations en commission de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, du Tourisme et du Transport scolaire	
HUYTEBROECK Evelyne	1
LEMAIRE Michel	1

Questions orales en séances plénières	
ADRIAENS Alain	1
BRAECKMAN Dominique	17
CARON Danielle	1
CEREXHE Benoît	3
COOLS Marc	4
DAEMS Alain	1
de PATOUL Serge	6
DOULKERIDIS Christos	2
GALAND Paul	1
GRIMBERGHS Denis	8
HERSCOVICI Anne	2
HUYTEBROECK Evelyne	5
IDE Bernard	3
LAHSSAINI Fouad	1
LEMAIRE Michel	11
MOOCK Michel	1
PERSOONS Caroline	6
RIGUELLE Joël	4
RIQUET Marie-Jeanne	1
ROELANTS du VIVIER François	1
SAIDI Fatiha	5
SCHEPMANS Françoise	1
THEUNISSEN Anne-Françoise	1
WYNANTS Bernadette	1
Question orale en commission de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, du Tourisme et des Transports scolaires	
RIGUELLE Joël	1
Question orale en commission des Affaires sociales	
BRAECKMAN Dominique	1

Questions d'actualité	
BOUARFA Sfia	1
BRAECKMAN Dominique	4
de PATOUL Serge	2
DERBAKI SBAI Amina	1
DOULKERIDIS Christos	4
GALAND Paul	2
GRIMBERGHS Denis	3
HERSCOVICI Anne	1
IDE Bernard	3
LAHSSAINI Fouad	2
LEMAIRE Michel	12
LEMESRE Marion	2
MOOCK Michel	1
PERSOONS Caroline	5
RIGUELLE Joël	3
ROMDHANI Mahfoudh	2
SAIDI Fatiha	2
SMITS Philippe	2
THEUNISSEN Anne-Françoise	2

Questions écrites ¹	
BRAECKMAN Dominique	34
CARON Danielle	1
CLERFAYT Bernard	3
COOLS Marc	2
CORNELISSEN Jean-Pierre	1
de GROOTE Julie	1
de LOBKOWICZ Stéphane	2
de PATOUL Serge	1
DOULKERIDIS Christos	1
FRAITEUR Béatrice	3
GALAND Paul	1
GRIMBERGHS Denis	32
HERSCOVICI Anne	2
HUYTEBORECK Evelyne	10
IDE Bernard	7
LAHSSAINI Fouad	5
LEMAIRE Michel	10
MOLENBERG Isabelle	1
PERSOONS Caroline	17
RIGUELLE Joël	10
ROELANTS du VIVIER François	1
SAIDI Fatiha	12
SCHEPMANS Françoise	2
SMITS Philippe	43
THEUNISSEN Anne-Françoise	9
WYNANTS Bernadette	1

¹ Cf. Bulletins des Questions et Réponses.

Propositions de décret, de règlement ou de résolution déposées par	
ADRIAENS	2
BERTIEAUX Françoise	2
BOUARFA Sfia	1
BRAECKMAN Dominique	7
BULTOT Alain	1
CEREXHE Benoît	1
CLERFAYT Bernard	1
COOLS Marc	3
DAEMS Alain	2
DE GALAN Magda	1
de GROOTE Julie	2
de PATOUL Serge	9
DERBAKI SBAI Amina	1
DOULKERIDIS Christos	3
FRAITEUR Béatrice	1
GALAND Paul	1
GELAS Isabelle	2
GRIMBERGHS Denis	3
HERSCOVICI Anne	1
HUYTEBROECK Evelyne	1
LAHSSAINI Fouad	3
LEMAIRE Michel	11
LEMESRE Marion	1
MICHEL Claude	1
MOLENBERG Isabelle	2
MOOCK Michel	2
PAYFA Martine	2
PERSOONS Caroline	7
RIGUELLE Joël	3
ROELANTS du VIVIER François	4
ROMDHANI Mahfoudh	11
SAIDI Fatiha	1
SCHEPMANS Françoise	5
SMITS Philippe	3
THEUNISSEN Anne-Françoise	2
van EYLL Didier	1
Commission de l'Enseignement, de la Formation, de la Culture, du Tourisme et des Transports scolaires	1

Propositions de modification du Règlement de l'Assemblée déposées par	
ADRIAENS	3
BRAECKMAN Dominique	2
COOLS Marc	1
de PATOUL Serge	1
DOULKERIDIS Christos	3
HERSCOVICI Anne	1
LEMAIRE Michel	6
MICHEL Claude	3
MOOCK Michel	3
PAYFA Martine	4
PERSOONS Caroline	4
ROELANTS du VIVIER François	1
ROMDHANI Mahfoudh	5
SAIDI Fatiha	2
SMITS Philippe	4

9. Les relations publiques

Bienvenue sur le site Internet de l'Assemblée

Le 5 mai 2000, l'Assemblée présentait, en collaboration avec le CIRB, son site à la presse : un plan de navigation structuré devait faciliter la découverte de l'Assemblée parlementaire francophone de Bruxelles et le site était hébergé par le serveur irisnet.

En septembre 2002, une refonte totale du site est effectuée pour développer un côté interactif, une nouvelle illustration habille le site et une publication des documents parlementaire est insérée. En trois « clics » on accède à toute l'information !

La recherche graphique est effectuée en tenant compte de l'accessibilité aux malvoyants.

En 2004, différentes rubriques sont agrémentées de photos, un moteur de recherche est installé.

Brochure d'information, objets promotionnels et cadeau prestige

Une brochure d'information présentant l'Assemblée a été élaborée en collaboration avec le cabinet de la présidence ; elle s'adresse à un large public.

Une recherche d'objets promotionnels a été effectuée pour répondre et soutenir les actions d'information au grand public et aux écoles. L'Assemblée a acquis des sacs en toile, bics, lanières porte-clés, parapluies, petites broches en argent, etc...

L'Assemblée a décidé de promouvoir un artiste qui créerait un objet « de prestige » destiné à être remis en cadeau à des hôtes étrangers ou lors d'attribution de prix de l'Assemblée de la Commission communautaire française, comme il est de tradition dans les corps constitués, diplomatiques, etc.

Le thème choisi étant les armoiries de l'Assemblée de la Commission communautaire française, c'est la céramiste Antoinette Delvaux qui a retenu l'attention des membres du Bureau pour sa « vision d'artiste ». Une céramique évoquant les emblèmes des armoiries de l'Assemblée a été fabriquée en vingt exemplaires, numérotés et signés par l'artiste.

Ce trophée a été remis notamment lors de la biennale de la chanson française, lors du concours de textes de la Maison de la Francité, et offert à des personnalités étrangères lors des voyages du Bureau au Vietnam et au Liban.

Action de sensibilisation aux droits de l'homme : un film à l'honneur

Soucieuse de sensibiliser les citoyens, et plus particulièrement les jeunes, à la défense des droits de l'homme, l'Assemblée de la Commission communautaire française a organisé, le 9 octobre 2001, au Cinéma Vendôme, l'avant-première du film "No Man's Land" de Danis Tanovic, prix du meilleur scénario au Festival de Cannes 2001.

Il s'agit, pour l'Assemblée parlementaire, d'apporter son soutien à toute action culturelle ou autre qui invite à réfléchir sur les missions d'un état démocratique et les valeurs qu'il doit défendre ou renforcer.

Le film, qui traite avec humour de la guerre et tourne le dos à tout esprit de vengeance et de mélancolie revancharde, est une démarche citoyenne responsable qui doit être soulignée et mise en exergue.

La construction d'une Europe généreuse, solidaire et garante de la paix entre les hommes est la responsabilité des Etats et de l'engagement de ceux-ci à défendre les valeurs démocratiques.

C'est une des missions essentielles des assemblées parlementaires de veiller à sensibiliser tout un chacun aux respects des droits de l'homme.

Journées d'éducation à la citoyenneté responsable

Le Bureau de l'Assemblée, conscient de la responsabilité fondamentale des assemblées parlementaires dans la défense et la promotion de la démocratie, a inscrit dans ses priorités le développement d'activités destinées au renforcement de l'idéal démocratique. C'est ainsi que depuis 1997, l'Assemblée a développé un vaste programme d'éducation des jeunes à la citoyenneté responsable en organisant des visites au Fort de Breendonk et au Musée Juif de la Déportation et de la Résistance à Malines.

En 2000, le Bureau a décidé de s'adresser aux élèves de la dernière année de l'enseignement secondaire. Douze établissements scolaires francophones de Bruxelles, soit près de 700 élèves, ont participé aux visites des lieux de souvenir. Dans le prolongement de ces journées, un débat a été organisé au Parlement bruxellois. Les élèves posaient leurs questions sur la vie parlementaire aux députés présents. Le compte rendu des débats a été publié sous la forme d'un fac-similé d'un document parlementaire et remis à tous les élèves des écoles participantes.

En 2001, douze établissements scolaires de l'enseignement secondaire francophone de Bruxelles, soit près de 700 élèves, ont participé aux visites des lieux de souvenir.

Dans le prolongement de cette réflexion, une délégation d'élèves des écoles a été invitée le 16 janvier 2002 au Parlement bruxellois, pour assister à une conférence-débat sur le thème « les génocides au XXème siècle ». Après avoir entendu les exposés de Monsieur Yves Ternon, historien, spécialiste des génocides, et Madame Yolande Mukagasana, rescapée du massacre des Tutsis au Rwanda, les élèves ont posé leurs questions aux orateurs. Le compte rendu de la matinée est publié sous la forme d'un compte rendu intégral de l'Assemblée. En souvenir de ces journées citoyennes, les élèves des écoles participantes reçoivent le document.

En 2002, lors des élections présidentielles, la France est secouée par les résultats du premier tour. Un sujet sensible pour l'organisation de la conférence débat du 15 janvier 2003 « Dans un pays démocratique, pourquoi voter ? ».

Deux invités : Monsieur Mamadou Gayé, Vice-président de SOS Racisme – France, livre son témoignage sur l'événement et Monsieur Dan Van Raemdonck, Président de la Ligue des Droits de l'Homme à Bruxelles, retrace l'évolution du droit de vote vers le suffrage universel : un homme – une voix.

Le 4 février 2004, l'approche des élections régionales et l'attribution du Prix Nobel de la paix à une femme iranienne, soulignent la nécessité d'informer les jeunes sur les mécanismes de la démocratie et la défense des droits fondamentaux.

Deux invités : Monsieur Nicolas Lagasse, chercheur aux Facultés Saint-Louis, présente aux jeunes étudiants l'évolution des institutions bruxelloises depuis 1989 et Madame Chekeba Hachemi, jeune diplomate afghane auprès de l'Union Européenne témoigne de l'importance des droits fondamentaux pour garantir aux femmes l'accès à l'instruction, à la santé et à l'égalité avec les hommes.

Plus de 2.000 élèves ont participé aux visites du Fort de Breendonck et du Musée juif de Malines encadrées par les historiens de l'INIG (Institut National des Invalides de Guerre). Ceux-ci accueillent d'abord les étudiants aux Mémorial de l'INIG et organisent des débats avec des anciens prisonniers ou des représentants d'Amnesty.

Fêtes du 27 septembre – Fête de la Communauté française

Le Collège et l'Assemblée de la Commission communautaire française organisent chaque année des festivités pour célébrer la fête de la Communauté française à Bruxelles.

Le 25 septembre 1999, la présidente de l'Assemblée, Madame Martine Payfa et le président du Collège, Monsieur Eric Tomas, ont prononcé leurs allocutions aux Halles Saint-Géry. Le volet festif avait lieu sur la Grand-place de Bruxelles où différentes a.s.b.l. de la Commission communautaire française avaient installé leurs stands, jeux et lâché de ballons, un concert de clôture par « les Extincteurs » a animé la Grand-place.

Le 27 septembre 2000, une grande exposition consacrée à la langue française « Le français dans tous ses états » ouvrait ses portes à « l'Espace Méridien », rue du Marché-aux-Herbes pour se clôturer le 14 janvier 2001.

L'Assemblée et le Collège ont invité gratuitement la population bruxelloise à l'exposition.

Des stands de l'administration de la Commission communautaire française, de l'Assemblée et de produits bruxellois agrémentaient l'entrée de l'exposition.

Des groupes folkloriques marocains, africains et la troupe du Magic Land Théâtre ont contribué au succès de la journée « portes ouvertes », ainsi que la campagne d'information dans différents medias.

Le 27 septembre 2001, la présidente et les membres du Bureau de l'Assemblée, le président et les membres du Collège ont donné une réception dans la salle des Glaces du Parlement bruxellois. L'Orchestre symphonique des Jeunes de Bruxelles, sous la direction de Marc Collet, et les élèves de 3^{ème} année de l'Ecole Supérieure des Arts du Cirque ont montré des facettes de leurs talents.

A cette occasion, la présidente remettait le prix de l'Assemblée, à la lauréate du concours de dissertation organisé conjointement avec la Fondation Auschwitz.

Un rallye « Chantons français » des cafés-théâtres bruxellois était programmé pour que la population bruxelloise assiste à 47 concerts gratuits dans 15 lieux typiques de Bruxelles.

Les 27 et 28 septembre 2001, l'Assemblée de la Commission communautaire française et le Collège étaient partenaires du rallye « Chantons français » des cafés – théâtres bruxellois. Une découverte de cabarets bruxellois et de jeunes talents venus de toute la francophonie ont égayé les soirées bruxelloises. Plus de 6.000 citoyens ont assisté gratuitement à ces festivités.

De 2001 à 2004, la Commission communautaire française et son Assemblée continuent à promouvoir le rallye « Chantons français » qui n'a de cesse de se développer et de remporter un franc succès auprès d'un large public.

Opération « Place aux enfants » en collaboration avec la Ligue des familles

En collaboration avec la Ligue des familles, l'Assemblée participe depuis 2000 à l'opération « Place aux enfants ». Ces matinées de découverte, à la fois pédagogique et ludique ont pour objectif de sensibiliser à la citoyenneté, de jeunes enfants, âgés de 11 à 12 ans issus des 19 communes de la région bruxelloise.

Ceux-ci visitent le parlement bruxellois et ont l'occasion d'interroger les membres du Bureau lors d'une séance de questions-réponses.

Une documentation leur présentant notre institution est distribuée.

Concours de recherche graphique

En vue de la confection de la carte de vœux 2002 pour les membres de l'Assemblée, le Bureau a décidé d'organiser un concours.

Il s'est adressé à tous les « Ateliers créatifs » bruxellois francophones qui pratiquent le dessin, la peinture, la photographie ou toute forme d'expression graphique permettant de présenter un projet d'illustration pour la carte de vœux.

Le jury, composé des six membres du Bureau, a retenu le projet de Monsieur Buyse de l'atelier du CREAHM (créativité et handicap mental). Le prix d'une valeur de 125 € lui a été remis lors de la réception de Nouvel An, au théâtre de la Place des Martyrs, où une exposition de tous les projets a été présentée au public.

Les ateliers créatifs ayant participé au concours, ont également reçu un bon d'achat de 125 €, valable auprès de la librairie Quartiers Latins.

Prix de l'Assemblée

. Biennale de la chanson française en 2000

L'Assemblée a remis « le prix du public » d'une valeur de 50.000 FB au chanteur « Dimitri » en 2000 et a acheté un lot de CD pour les offrir lors de manifestations.

En 2002, c'est le groupe rock pop « Tena » qui a reçu le prix de l'Assemblée (ancien prix du public) d'une valeur de 2.500 €.

. Concours de textes - Maison de la Francité

En 2002, à l'occasion du concours de textes, thèmes « Jardin, forêt, volière, la nature et moi » organisé par la Maison de la Francité, remise du prix de l'Assemblée, 1^{er} prix « catégorie adulte » ainsi qu'un chèque d'un montant de 1.250 € à Madame Claire Ruwet pour son texte « La mère de terre ».

Pour la « catégorie junior », l'Assemblée a remis un chèque de 75 € au 2^{ème} prix et 500 € pour le 2^{ème} prix de la « catégorie cadets ».

Il en est de même en 2003, dans le cadre de l'année Simenon, la Maison de la Francité lance « L'inspecteur mène l'enquête, créez, vous aussi, une histoire policière ».

En 2004, l'Assemblée recevra le 4 avril au Parlement bruxellois, les lauréats du concours de textes « Un mariage insolite », dans le cadre de l'exposition « Fatal attraction » qui se tient au Musée des Sciences naturelles

. Concours de dissertation ACCF - Fondation Auschwitz

Depuis 1990, l'Assemblée participe à l'organisation du concours annuel de dissertation de la Fondation Auschwitz, destiné aux écoles du secondaire. L'épreuve se déroule le 8 mai de chaque année, date de la capitulation allemande. Le lauréat du prix spécial pour la Région de Bruxelles-Capitale reçoit une somme de 250 € et peut participer gratuitement au voyage d'étude à Auschwitz-Birkenau organisé par la Fondation Auschwitz durant les vacances scolaires de Pâques (valeur : 625 €).

La lauréate 1999-2000 pour la Région de Bruxelles-Capitale était Mademoiselle Déborah Weinberg du Lycée Dachsbeek, pour l'année 2000-2001, Mademoiselle Alix Francart de l'Athénée Royal de Watermael-Boitsfort ; pour l'année 2001-2002, Mademoiselle Katia Vandendorpe de l'Athénée Royal Uccle II ; pour 2002-2003, Mademoiselle Isabelle Debock de l'Athénée Royal Uccle II et Mademoiselle Davina De Vleeschouwer de l'Athénée des Pagodes pour l'année 2003-2004.

Réception de Nouvel an – Cartes de vœux : une volonté d'affirmer l'image de l'assemblée parlementaire francophone de Bruxelles et les lieux culturels bruxellois

En 2000, le « Centre belge de la Bande Dessinée » est mis à l'honneur et fête son dixième anniversaire. L'Assemblée saisit cette occasion pour organiser une réception, les invités peuvent découvrir ainsi une magnifique exposition consacrée à « Boule et Bill » de Roba.

Les invitations et les cartes de vœux de l'Assemblée sont créées par de jeunes graphistes de l'Ecole d'Art Graphique. Sous la forme d'une planche de BD, la carte de vœux illustre les compétences de l'Assemblée.

En 2001, c'est le campus du CERIA qui accueille les invités de l'Assemblée et les élèves des Instituts Emile Gryzon et Roger Lambion déploient tout leur savoir-faire pour organiser le cocktail et la décoration des lieux.

Un récital de chansons de « Dimitri » lauréat de la 4^{ème} biennale de la chanson française a été organisé dans l'auditorium.

Pour faciliter l'accès à cette école de la Commission communautaire française, l'Assemblée recommande l'accès en métro et organise une navette jusqu'au campus.

En 2002, le Théâtre des Martyrs, sur place du même nom est choisi par les membres du Bureau pour l'organisation de la réception de nouvel an.

Une exposition de projets de cartes de vœux réalisés par « des ateliers créatifs bruxellois francophones », a garni les cimaises du théâtre. Les auteurs des dessins avaient participé à un concours de recherche graphique organisé par l'Assemblée pour sa carte de vœux.

Le projet primé fut une illustration de Roland Buysse de l'atelier du Creahm (Créativité et Handicap Mental).

En 2003, le Théâtre National – Communauté Wallonie - Bruxelles vient de s'installer au « Pathé Palace », boulevard Anspach à Bruxelles ; une occasion unique de faire découvrir ce lieu mythique de la vie bruxelloise à toutes les personnalités invitées à la réception du nouvel an de l'Assemblée. Le groupe « Tena », lauréat du prix de l'Assemblée de la biennale de la chanson française est présent pour animer la salle avec son groupe rock pop.

Pour réaffirmer son identité et sa spécificité, l'Assemblée choisit d'illustrer sa carte de nouvel an par une photo du trophée de l'ACCF, céramique créée par Antoinette Delvaux et représentant une vision d'artiste des armoiries de l'ACCF.

En 2004, le théâtre « Le Vaudeville », après de nombreuses années de fermeture, est ouvert au public. L'Assemblée de la Commission communautaire française se doit de le faire découvrir aux Bruxellois lors de son cocktail du 14 janvier. Découverte également d'une superbe exposition « Bruxelles en scène » qui a lieu dans le souterrain des Galeries Royales Saint-Hubert.

Dans la continuité de l'affirmation de son identité, l'Assemblée choisit de décliner ses armoiries d'une manière plus dynamique sur ses cartes de vœux 2004.

Séance de clôture d'un programme Socrate-Erasmus

Le 8 février 2002, la Présidente a reçu au parlement bruxellois, une quarantaine d'étudiants venus de Montpellier, Maastricht et de Finlande pour la clôture du programme intensif « Tourisme et personnes handicapées » organisé par l'Institut Arthur Haulot de la Haute Ecole Lucia de Brouckère.

Après avoir présidé la séance, la présidente a remis à tous les élèves une documentation de l'Assemblée lors du verre de l'amitié.

Patronages

L'Assemblée patronne des activités en liaison avec ses compétences, le pouvoir subsidiant étant la Commission communautaire française.

L'aide financière accordée aux associations est faite sur base de la remise d'un dossier de l'événement et n'est jamais récurrente.

En matière culturelle, elle peut apporter son soutien :

- à des manifestations artistiques (spectacles théâtraux ou musicaux pour jeunes ou adultes, expositions, ...) originales et de qualité ;
- à des conférences, colloques, publications, activités de formation ou d'information dont l'objet entre, soit dans les compétences de la Commission communautaire française, soit présente un intérêt général en étant néanmoins lié à ces compétences (exemple : Colloque sur la pédagogie des Droits de l'Homme) ;
- à des manifestations sportives.

En matière de santé et d'aide aux personnes, l'Assemblée peut apporter une aide ponctuelle à la réalisation concrète de projets originaux ou à des publications.

Chaque année, une vingtaine d'associations reçoivent une aide financière qui oscille entre 1.000 et 2.500 €.

Colloques

L'Assemblée a été co-organisatrice

- du colloque « Art, culture et Handicap », le 18 novembre 2003 au Parlement bruxellois et a publié les actes sous forme d'une brochure de 80 pages;
- du 7^{ème} colloque francophone des Villes-Santé de l'O.M.S. et des Villes et Villages en Santé sous le thème « Univers des villes, milieux de vie, milieux de santé » du 22 au 24 mars 2004 au Parlement bruxellois ;
- du colloque « Mener sa vie professionnelle avec une personne de grande dépendance, est-ce un défi ? Ensemble pour le dire, avec vous pour le faire. » à l'Hôtel de Ligne.

10. Les relations internationales

L'objectif poursuivi dans le cadre des relations internationales est double. Il est, d'une part, de porter à l'étranger le message que Bruxelles est une métropole francophone : l'*Assemblée de la Commission communautaire française* est le parlement des Bruxellois francophones. Il est, d'autre part, d'échanger des informations et de confronter des expériences dans des domaines de compétences exercées tant par l'Assemblée que par ses interlocuteurs.

Après avoir pris porté, lors des deux législatures précédentes, une attention toute particulière aux pays d'Europe centrale et orientale dans la perspective de leur élargissement, le Bureau de l'Assemblée de la Commission communautaire française a décidé de privilégier les contacts avec les pays membres de la francophonie; l'idée étant d'apporter la contribution de notre institution parlementaire au combat pour le maintien ou pour le renouveau de la langue française. Après avoir pris l'avis du CGRI, le Bureau de l'Assemblée a privilégié deux importants acteurs de la francophonie : le Sénégal, d'une part, et le Québec de l'autre.

En outre, depuis son entrée en fonction, le Bureau de l'Assemblée a placé au cœur de ses préoccupations la problématique des « Villes et Villages en santé ».

Tant les choix des destinations que les contacts établis traduisent cette double ambition du Bureau.

En témoignage, d'abord, sa participation, en 1999, au 5^{ème} *colloque des réseaux francophones des Villes et Villages en Santé* de Hammam-Sousse (Tunisie), ensuite, ses missions au Sénégal et au Québec au cours desquelles la problématique des villes en santé occupa une bonne partie de ses travaux. Le voyage d'études au Québec commença en effet par une participation active des députés francophones au 13^{ème} colloque du Réseau Québécois des Villes et Villages en Santé. A noter que les premiers contacts entre l'Assemblée et les responsables du RQVVS débutèrent lors du 5^{ème} colloque de Hammam-Sousse (voir ci-dessous).

1. Participation du Bureau élargi au 5^{ème} Colloque francophone des Villes et Villages en Santé de l'OMS, Hamman-Sousse (Tunisie), décembre 1999

Du 4 au 8 décembre 1999, le Bureau élargi de l'Assemblée de la Commission communautaire française a participé au 5^{ème} colloque francophone des Villes et Villages en santé de l'O.M.S. qui s'est tenu à Hammam-Sousse (Tunisie). C'est à Madame Martine Payfa, présidente de l'Assemblée de la Commission communautaire française, que revint l'honneur d'accueillir, au nom de la Belgique, les 150 délégués. Durant les quatre jours de discussion ayant pour thème les Villes-Santé et le développement durable, en plénière ou en atelier, les délégués bruxellois ont pu évaluer, à travers les expériences de municipalités françaises, québécoises, suisses, belges mais aussi tunisiennes, marocaines, sénégalaises, centrafricaines, togolaises et camerounaises, l'impact positif du programme Villes-Santé, initié dès 1986 par l'Organisation mondiale de la Santé. De nombreuses actions et expériences furent mises en débat.

L'intérêt de la délégation pour cette démarche a permis de relancer le processus d'adhésion de Bruxelles dans le système Villes-Santé, processus entamé, dès mars 1996, par la Commission communautaire française et aujourd'hui acquis.

La volonté était bien d'inscrire Bruxelles dans le projet Villes-Santé de l'O.M.S. Ce n'est pas sans raison qu'outre les membres du Bureau élargi, issus de la majorité comme de l'opposition, la délégation bruxelloise comptait M. Thierry Lahaye, le fonctionnaire étant en charge du dossier à la *Commission communautaire française* et une représentante de l'*Observatoire de la Santé publique de Bruxelles*, le Dr Myriam De Spiegelaere.

En marge du colloque, la délégation de l'Assemblée de la Commission communautaire française a pu profiter de son séjour en Tunisie pour rencontrer un certain nombre d'acteurs de la santé publique et de la scène politique tunisienne:

A Hamman-Sousse :

- le maire de Hamman-Sousse, M. Fredj Daouas. Hamman-Sousse a adhéré au réseau Villes-Santé, le 26 septembre 1991 ;
- le Pr Abdalah Bchir de la Faculté de Médecine de Monastir avec laquelle la Commission Communautaire Française a un accord bilatéral de coopération en matière de santé communautaire. L'objectif consiste à valoriser la médecine générale et à développer les soins à domicile. C'est ainsi qu'en 2000, deux médecins tunisiens, désireux de s'inspirer du modèle des Maisons Médicales ont été accueillis à Bruxelles et qu'un colloque sur le rôle du médecin généraliste a été organisé en 2001 par la Faculté de Monastir et la Commission communautaire française.

A Tunis :

- la vice-présidente de la Chambre des Députés (Tunis), son Excellence Mme Chadlia Boukhchina, assistée de présidents de commissions et de fonctionnaires. Cette rencontre a permis la présentation des modèles institutionnels belges, bruxellois, et tunisiens ;
- le ministre de la Santé de Tunisie, le Dr Hedi M'Henni ;
- l'ambassadeur de Belgique à Tunis, M. Jean-François Branders, ainsi que la déléguée Wallonie-Bruxelles, Mme Anne Lange, et l'attaché économique et commercial de la Région de Bruxelles-Capitale à Tunis ;
- M. Jean-Pierre Loucas ;
- un bilan des relations bilatérales entre Bruxelles et la République tunisienne a pu être mené, notamment dans le domaine de la santé.

2. Mission du Bureau au Sénégal, décembre 2000

Du 16 au 23 décembre 2000, le Bureau de l'Assemblée de la Commission communautaire française s'est rendu au Sénégal dans le cadre d'une mission exploratoire.

Au programme, bien évidemment des discussions à caractère politique.

Le Bureau a rencontré le président de l'Assemblée nationale sénégalaise, le président du Conseil régional de Saint-Louis, des personnalités telles que le ministre du tourisme ainsi que les maires de Dakar, Gorée, Mbao, Pikine et Saint-Louis.

Au programme encore, des rencontres avec des acteurs de la santé comme de la vie culturelle et associative et ce, le plus souvent *in situ*.

C'est ainsi que les membres du Bureau ont visité une maison des jeunes (Pikine Ouest), une case de santé (Sambadia), un district de santé (Mbao), une école de brousse (Siné Saloum), l'Université de Saint-Louis, des infrastructures touristiques (réserve animalière de Guembeul) et culturelles (le village des arts de Dakar et l'exposition « le français dans tous ses états »).

Outre notre ambassadeur et le consul honoraire de Saint-Louis, les parlementaires ont tenu à rencontrer les coopérants belges présents dans la région. Plus de 30 rencontres et visites ont ainsi ponctué un voyage d'une rare densité.

Retenons enfin que la Commission communautaire française mettra en œuvre en 2002 plusieurs projets dans le domaine de la santé et des affaires sociales, notamment en milieu urbain, dont certains d'entre eux inspirés de cette première mission de l'Assemblée au Sénégal.

3. Délégation des commissions réunies au Québec : septembre 2001

Du 5 au 17 septembre 2001, une délégation représentative de l'Assemblée de la Commission communautaire française, le Parlement des francophones bruxellois, conduite par Mme la Présidente Martine Payfa, s'est rendue au Québec dans le cadre d'une mission de travail.

Au programme, bien évidemment des discussions à caractère politique. Les parlementaires ont notamment rencontré des membres de l'Assemblée nationale du Québec, des maires (ainsi M. Jean-Paul l'Allier, maire de Québec), et élus municipaux, comme Mme Nicole Roy-Ancelin, conseillère associée au conseil exécutif de la ville de Montréal ainsi que diverses personnalités. Citons entre autres Mme Suzanne Lévesque, sous-ministre des affaires municipales et M. Pierre Côté, ancien directeur des élections.

Au programme, des rencontres avec des responsables de la santé et des services sociaux québécois, des acteurs de la vie culturelle et associative et, surtout, beaucoup de visites sur le terrain. C'est ainsi que les membres ont visité un CLSC (Centre Local de Services Communautaires), un Eco-centre, un quartier en difficulté (Saint-Michel à Montréal), une école pilote, des infrastructures touristiques (Vieux Port de Montréal, les Laurentides), et culturelles (Cirque du soleil), etc. Conscients des enjeux propres au Québec, les parlementaires ont également tenu à rencontrer des responsables des deux plus importantes institutions en charge de la défense et de l'illustration de la langue française : Mme Bredimas-Assimopoulos, présidente du Conseil de la Langue française, et Mme Nicole René, présidente de l'Office de la Langue française ainsi que M. Stepanescu, secrétaire du CLF.

Bref, plus d'une quarantaine de rencontres, discussions, conférences, visites, le tout dans un contexte politique chargé : celui de la fusion des communes et d'élections municipales imminentes. Le succès de cette mission dut beaucoup aux partenaires de l'Assemblée de la Commission communautaire française : M. Jules Gheude, délégué général de la Communauté Wallonie-Bruxelles à Québec, les services du CGRI à Bruxelles, la section montréalaise du RQVVS, sans oublier le très dynamique Louis Poirier, directeur du RQVVS.

4. Mission du Bureau au Vietnam, Hô Chi Minh Ville, Hué, Hanoï, du 31 octobre au 10 novembre 2002

Le Bureau de l'Assemblée de la Commission communautaire française s'est rendu du 31 octobre au 10 novembre 2002 en mission officielle au Vietnam, successivement à Hô Chi Minh Ville, Hué et Hanoï. Conduite par la Présidente de l'Assemblée, Mme Martine Payfa, la délégation était composée de Mme Dominique Braeckman, MM. Alain Adriaens, Claude Michel et de Michel Moock, accompagnée d'un fonctionnaire et de la directrice du Cabinet. Outre les entretiens prévus avec la Commission des affaires sociales et la commission de l'éducation et de la jeunesse, les parlementaires ont notamment été reçus par le Vice-président de l'Assemblée nationale. En parallèle à ces entretiens, de très nombreuses visites et rencontres ont été organisées dans les trois principaux centres urbains du Vietnam. Ainsi, la délégation rencontra-t-elle à Hué, l'ancienne capitale impériale, les autorités municipales. Aucun des champs de compétences de l'Assemblée ne fut oublié : santé, culture, tourisme, éducation, affaires sociales. Il va sans dire que la francophonie fut au cœur de la mission.

La Belgique francophone est bien présente au Vietnam et la délégation n'a pas manqué de rencontrer la plupart de ses représentants. Citons M. Philippe Dartois, notre ambassadeur au Vietnam, M. Zénon Kowal, délégué de la Communauté française Wallonie-Bruxelles, M. Dominique Casier, Consul honoraire de Belgique ainsi que M. Stéphane Doppagne, secrétaire d'Ambassade. Citons encore M. Jean-Pierre Outers, M. Stéphane Plumet, directeur régional de l'AIF, M. Philippe Delcourt de l'AWEX ainsi que tous les coopérants APEFE. Le Bureau de l'ACCF a pu constater de visu le travail de fond effectué par nos diplomates, fonctionnaires et coopérants.

. Rencontre avec le Vice-président de l'Assemblée Nationale et séance de travail avec deux commissions parlementaires

La première session de l'AN, ouverte le 19 juillet 2002, a élu comme Président Nguyen Van An et comme vice-présidents MM. Trung Quang Duck, Nguyen Phuc Thank et Nguyen Van Yeu. C'est précisément Monsieur Nguyen Van Yeu, anciennement vice-recteur de l'université de Droit de Hanoï et vice-ministre de la Justice mais toujours membre du Comité central du PCV, qui rencontra les membres du Bureau.

A cette première rencontre succédèrent deux réunions de travail : la première avec la Commission de l'Education, de la Jeunesse et des Pionniers, la seconde avec celle de la Santé et des Affaires sociales.

Lors de la première séance de travail présidée, côté vietnamien, par Mme Truong Thi Mai, Vice-présidente, il fut question de loisirs, d'éducation, d'enseignement des langues, protection de la jeunesse mais aussi de délinquance, du SIDA, de la drogue.

Avec les responsables de la Commission des Affaires Sociales et de la santé, emmenée par sa présidente, Mme Nguyen Thi Hoai Thi, les parlementaires découvrirent la réalité d'un pays, certes en plein développement, mais toujours pauvre.

La délégation a rencontré le Bureau national de l'Union des Femmes du Vietnam (UFV), conduite par sa présidente. Forte de 11 millions de membres, l'UFV a été créée en 1930. Elle compte quatre niveaux : central, provincial, communal, local. Son objectif est de surveiller l'application des lois concernant les femmes, assurer l'égalité hommes-femmes, favoriser l'alphabétisation, promouvoir le planning familial, assurer la protection de la famille et soutenir les initiatives de micro-crédit.

Visite de la ville de HUE : Comités populaires, micro-crédits, développement touristique et francophonie

- Le Bureau s'est attaché à rencontrer lors de sa visite à Hué, les responsables locaux de la ville, notamment MM. Nguyen Viet Tien, Premier secrétaire du PCV, Nguyen Cuong et du vice-président du comité populaire de la ville. Au delà de l'habituel échange d'idées, la rencontre permet de prendre en compte quelques uns des nombreux problèmes que peut connaître une ville comme Hué : inondations, pauvreté, besoins d'investissement et de crédit.
- Les membres du Bureau ont tenu à rencontrer les responsables de l'association de micro-crédit (*Fund for the Encouragement of Self-reliance*) de la ville de Hué. Cette association, créée en 1999, est aujourd'hui dotée d'un budget de 300.000 \$, alimenté par une ONG américaine. C'est son Directeur M. Le Van Thanh Long que rencontrèrent les membres du Bureau.
- C'est en compagnie de Mme Le Thi Nhan, chef du bureau du tourisme de la ville, que les parlementaires ont visité la Cité impériale, bâtie sur le modèle de celle de Pékin, et pris connaissance des divers projets culturels.

Accompagnée des responsables des secteurs culturels et touristiques locaux, la délégation de l'ACCF a pu visiter deux des quatre sites reconnus patrimoine culturel et naturel de l'humanité par l'UNESCO (la Cité impériale de Hué et la baie d'Ha Long) ainsi que les infrastructures touristiques du Delta du Mékong.

- La visite de la ville permet d'appréhender le développement de la langue française dans un pays autrefois francophone et ce, notamment grâce aux efforts d'APEFistes dans le cas de la ville de Hué. La ville compte déjà trois écoles où le français est enseigné dès le primaire.

Visites d'établissements d'éducation spécialisée

L'ACCF a visité à Hô Chi Minh Ville, l'école pour enfants handicapés auditifs Hy Vong, à Hanoi, l'école pour enfants aveugles Nguyen Dinh et l'école HOA SUA pour les jeunes en difficultés.

Enseignement "du" et "en" français & francophonie

Le Vietnam moderne veut réintégrer l'espace francophone (le Sommet des Chefs d'Etat et Gouvernement francophone en novembre 1997 (Charte de Hué) en a été une étape importante qui a confirmé la pertinence du programme "Classes bilingues".

- Visite de l'école supérieure Lotus

L'étude des langues étrangères et de l'informatique ainsi que l'apprentissage professionnel se développent largement. La formation des élites est menée à travers un système d'écoles spéciales dans tout le pays. L'école Lotus associe l'informatique, l'économie appliquée et l'apprentissage du français.

C'est ainsi que le Bureau a rencontré les responsables de l'école Lotus accompagnés d'un coopérant belge.

- **Visite du CREFAP, Centre régional francophone pour l'Enseignement du et en Français en Asie-Pacifique**

Sous l'impulsion de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie (AIF), l'étude du français se développe au Vietnam. Le programme "Le français dans le monde" de l'AIF s'adresse au Vietnam par l'intermédiaire de son Centre Régional pour la région Asie-Pacifique (CREFAP) situé à Hô Chi Minh-Ville. Le programme concerne la formation des personnels chargés de l'enseignement du français (formation présentielle et à distance), ainsi que l'élaboration de méthodes et de manuels pour l'enseignement du français.

Le Bureau a rencontré la directrice du CREFAP, Mme Thi Mai Yen TRAN, accompagnée d'experts APEFistes belges.

- **Classes bilingues à Hué**

Mener une action significative en faveur du développement de la francophonie au Vietnam passe par la création et l'animation pédagogique de classes bilingues au sein des écoles élémentaires et secondaires. Telle est l'ambition d'une APEFiste détachée à Hué. L'ancienne capitale impériale compte trois écoles où le français est enseigné dès le primaire comme 'langue renforcée'. De manière plus générale, le Vietnam compte d'ores et déjà 690 classes bilingues. L'objectif de ces classes est d'apprendre aux enfants à parler, lire et compter à la fois dans la langue maternelle et en français.

. **Coopération francophone en matière de Santé**

- **Visite du Centre universitaire de Formation des personnels de santé (CUF)**

Les membres du Bureau ont rencontré le professeur Duong Quang Trung, Doyen du *Centre Universitaire de Formation et de Perfectionnement des Professionnels de Santé* (CUF) dont l'un des partenaires privilégiés est le CIUF (*Conseil Interuniversitaire de la Communauté française de Belgique*) qui regroupe l'ensemble des neuf universités et facultés universitaires de la Communauté française de Belgique.

Le CIUF se situe à Hô Chi Minh Ville, centre économique et scientifique qui comprend 7 millions d'habitants. L'objectif premier du CIUF est de permettre une formation adéquate des professionnels de la santé, capables de répondre aux besoins de santé de la communauté de la région.

- **Visite de l'hôpital du cœur Carpentier et de l'auditorium Roi Baudouin**

La délégation de l'ACCF n'a pas manqué de visiter l'hôpital du cœur Carpentier dont une des particularités de cette clinique est de compter un auditorium 'Roi Baudouin'. Outre l'actuel doyen du CUF, la "clinique du cœur" est due à l'opiniâtreté de deux professeurs français, le Docteur Alain Carpentier et le Docteur Alain Deloche.

Après quatre ans de direction bicéphale, l'Institut est maintenant dirigé par une équipe totalement vietnamienne. La visite de l'Institut s'est terminée par la visite de l'auditorium Roi Baudouin, financé grâce aux honoraires perçus par le Pr. Carpentier pour l'opération et reversés aussitôt à l'Institut. Le professeur Carpentier eut la courtoisie de nommer l'auditorium du nom de son illustre patient.

5. Mission parlementaire du Bureau élargi au Liban, septembre 2003

Le 16 septembre 2003, une délégation composée des membres du Bureau élargi et conduite par Mme la Présidente Caroline Persoons, s'est envolée pour la République du Liban.

Le premier objectif de la mission a été de visiter différents projets susceptibles d'entrer dans le cadre de l'accord de coopération, signé en octobre 2002, entre le Liban, la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

A l'initiative du CGRI de Bruxelles et de Mme Françoise Gustin, ambassadeur du Royaume de Belgique au Liban, la délégation a eu l'occasion de rencontrer plusieurs ministres, parlementaires, conseillers et mandataires municipaux responsables de certaines matières qui ressortissent notamment de la compétence de la Commission communautaire française à Bruxelles :

M. Hovnanian, ministre de la Jeunesse et des Sports
M. Diab, ministre des Affaires sociales
M. Anmar, directeur général du Ministère de la Santé
M. Karam, ministre du Tourisme
M. Jisr, ministre de l'Education nationale
M. Majdalani, président de la commission parlementaire de la Santé
M. Lahoud, président de la commission parlementaire de la Jeunesse et des Sports
Mme Moawad, présidente de la commission parlementaire de la Femme et de l'Enfant
Mme Hariri, présidente de la commission parlementaire de l'Education.

Ces échanges de vues ont permis à la délégation de prendre connaissance du paysage politique et confessionnel du Liban et d'en mesurer toute la complexité.

Par ailleurs, la délégation a visité une série de projets menés par le secteur associatif, dans différents domaines : l'enseignement, la dispensation des soins de santé en ce compris la santé mentale, l'économie sociale, la lutte contre les incendies de forêts ou encore la réinsertion des victimes de guerre.

Citons pêle-mêle le Centre d'Interprétation et de traitement des troubles d'apprentissage (CITTA), le Centre libanais pour l'éducation spécialisée (CLES), l'association FISTA (First Step Together Association), la Ligue libanaise de santé mentale, la Fondation René Moawad, le Centre de rééducation et de réadaptation fonctionnelle Nabih Berri, le Mediterranean Forest Development and Conservation Center of Lebanon, l'association Arc-en-Ciel (centre de réadaptation physique et de réinsertion économique et sociale des personnes en difficultés), l'école hôtelière de Dekwaneh et le Centre de lecture et d'animation culturelle (CLAC) de la municipalité de Haret Hreik.

La délégation a été impressionnée par la motivation et le dynamisme dont font preuve les dirigeants de ces associations et octroiera un subside ponctuel à un projet qui l'a particulièrement séduite.

A noter que les comptes rendus de ces missions parlementaires sont disponibles, dans leur intégralité, sur le site de l'Assemblée (www.accf.irisnet.be).

11. Annexes

<p style="text-align: center;">Composition politique des membres de l'Assemblée de la Commission communautaire française 19 mai 2004</p>

MR

ANDRE Eric

BERTIEAUX Françoise

BOELPAEPE Jean-Jacques

CARON Danielle

CLERFAYT Bernard

COOLS Marc

CORNELISSEN Jean-Pierre

de CLIPPELE Olivier

DE GRAVE Jacques

de JONGHE d'ARDOYE d'ERP Yves

de PATOUL Serge

DE WOLF Vincent

DUFOURNY Dominique

FRAITEUR Béatrice

LEMESRE Marion

MICHEL Claude

MOLENBERG Isabelle

OUEZEKHTI Mostafa

PERSOONS Caroline

RIQUET Marie-Jeanne

ROELANTS du VIVIER François

SCHEPMANS Françoise

SMITS Philippe

van CRANEM Philippe

van EYLL Didier

ZENNER Alain

Ecolo

ADRIAENS Alain
BRAECKMAN Dominique
DAEMS Alain
DOULKERIDIS Christos
GALAND Paul
GEUTEN Marie-Rose
IDE Bernard
LAHSSAINI Fouad
MEUNIER Geneviève
PESZTAT Yaron
THEUNISSEN Anne-Françoise
VAN ROYE Michel
WYNANTS Bernadette

PS

AZZOUZI Mohamed
BOUARFA Sfia
BULTOT Alain
CARTHE Michèle
DAIF Mohamed
DECOURTY Willy
DE GALAN Magda
DERBAKI SBAI Amina
EMMERY Isabelle
MOOCK Michel
MOUZON Anne-Sylvie
PARMENTIER Joseph
ROMDHANI Mahfoudh
VERVOORT Rudi

cdH

CEREXHE Benoît
de GROOTE Julie
GRIMBERGHS Denis
LEMAIRE Michel
RIGUELLE Joël

Elus de liste (art. 12.7)

FNB

HANCE Guy
RORIVE Audrey

Indépendants (art. 12.8)

BASTIEN Marguerite
de LOBKOWICZ Stéphane
MAHIEU Albert
SAIDI Fatiha

**Membres du Collège de
la Commission communautaire française**

- 1) Monsieur Eric TOMAS, ministre, président du Collège chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales
Adresse : boulevard du Régent, 21-23 à 1000 Bruxelles
- 2) Monsieur Jacques SIMONET, ministre, membre du Collège chargé de la Fonction publique
Adresse : rue Ducale, 7-9 à 1000 Bruxelles
- 3) Monsieur Didier GOSUIN, ministre, membre du Collège chargé de la Santé, de la Culture, du Tourisme, du Sport et de la Jeunesse
Adresse : Stéphanie I - avenue Louise, 54/10 à 1050 Bruxelles
- 4) Monsieur Willem DRAPS, ministre, membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et de la Politique des Handicapés
Adresse : rue Capitaine Crespel 35/45 à 1050 Bruxelles
- 5) Monsieur Alain HUTCHINSON, ministre, membre du Collège chargé du Budget, de l'Action sociale et de la Famille
Adresse : boulevard du Régent, 21-24 à 1000 Bruxelles

**Bureau et Bureau élargi de
l'Assemblée de la Commission communautaire française**

Membres du Bureau et du Bureau élargi

Caroline PERSOONS, présidente,
Alain ADRIAENS, premier vice-président,
Philippe SMITS, deuxième vice-président,
Michel MOOCK, troisième vice-président,
Claude MICHEL, secrétaire,
Marie-Rose GEUTEN, secrétaire

Membres du Bureau élargi

Serge de PATOUL, président du groupe MR,
Dominique BRAECKMAN, présidente du groupe Ecolo,
Mahfoudh ROMDHANI, président du groupe PS
Michel LEMAIRE, président du groupe cdH

**Composition des commissions de
l'Assemblée de la Commission communautaire française
au 24 mars 2004**

**Commission du Budget, de l'Administration,
des Relations internationales et des compétences résiduelles**

Présidente : Mme Caroline Persoons.

Vice-présidents : M. Mahfoudh Romdhani, Mme Anne-Sylvie Mouzon.

Membres effectifs :

MR : MM. Jean-Pierre Cornelissen, Serge de Patoul, Mme Dominique Dufourny,
M. Claude Michel, Mmes Caroline Persoons, Françoise Schepmans.

Ecolo : Mme Dominique Braeckman, M. Christos Doukeridis, Mme Anne-Françoise
Theunissen.

PS : Mme Anne-Sylvie Mouzon, M. Mahfoudh Romdhani.

cdH : M. Michel Lemaire.

Membres suppléants :

MR : M. Eric André, Mmes Françoise Bertieaux, Danielle Caron, MM. Bernard Clerfayt,
Vincent De Wolf, Mmes Marion Lemesre, Marie-Jeanne Riquet.

Ecolo : MM. Alain Adriaens, Paul Galand, Bernard Ide, Michel Van Roye.

PS : MM. Mohamed Azzouzi, Michel Moock, Rudi Vervoort.

cdH : Mme Julie de Grootte, M. Joël Riguelle.

Secrétaire administratif effectif : M. Gaël Watteuw.

Secrétaire administrative suppléante : Mme Nathalie Finet.

**Commission de l'Enseignement, de la Formation,
de la Culture, du Tourisme, du Sport et du Transport scolaire**

Présidente : Mme Anne-Françoise Theunissen.

Vice-présidents : MM. Jean-Jacques Boelpaepe, Philippe Smits

Membres effectifs :

MR : M. Jean-Jacques Boelpaepe, Mmes Marion Lemesre, Isabelle Molenberg, MM. Mostafa Ouezekhti, Philippe Smits, Didier van Eyll.

Ecolo : Mme Marie-Rose Geuten, M. Bernard Ide, Mme Anne-Françoise Theunissen.

PS : M. Mohamed Azzouzi, Mme Isabelle Emmery.

cdH : M. Joël Riguelle.

Membres suppléants :

MR : MM. Jean-Pierre Cornelissen, Yves de Jonghe d'Ardoye d'Erp, Serge de Patoul, Mmes Caroline Persoons, Marie-Jeanne Riquet, Françoise Schepmans, M. Philippe Van Cranem.

Ecolo : MM. Alain Daems, Christos Doulkeridis, Fouad Lahssaini, Michel Van Roye.

PS : MM. Alain Bultot, Mohamed Daïf, Joseph Parmentier.

cdH : Mme Julie de Grootte, M. Michel Lemaire.

Secrétaire administrative effective : Mme Anne Huygens.

Secrétaire administratif suppléant : M. Daniel Berlamont.

Commission de la Santé

Président : M. Vincent De Wolf.

Vice-présidents : Mme Danielle Caron, M. Paul Galand.

Membres effectifs :

MR : Mmes Françoise Bertieaux, Danielle Caron, MM. Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Vincent De Wolf, Mme Marie-Jeanne Riquet.

Ecolo : Mme Dominique Braeckman, MM. Paul Galand, Fouad Lahssaini.

PS : MM. Michel Moock, Joseph Parmentier.

cdH : M. Joël Riguelle.

Membres suppléants :

MR : MM. Eric André, Jean-Jacques Boelpaep, Yves de Jonghe d'Ardoye d'Erp, Mmes Isabelle Molenberg, Caroline Persoons, MM. Philippe Smits, Didier van Eyll.

Ecolo : MM. Alain Adriaens, Christos Doulkeridis, Mme Marie-Rose Geuten, M. Bernard Ide.

PS : Mme Sfia Bouarfa, MM. Alain Bultot, Willy Decourty.

cdH : MM. Benoît Cerexhe, Denis Grimberghs.

Secrétaire administrative effective : Mme Nathalie Finet.

Secrétaire administrative suppléante : Mme Anne Huygens.

Commission des Affaires sociales

Présidente : Mme Anne-Sylvie Mouzon.

Vice-présidents : Mme Dominique Braeckman, M. Jacques De Grave.

Membres effectifs :

MR : MM. Bernard Clerfayt, Olivier de Clippele, Jacques De Grave, Mme Isabelle Molenberg, MM. Mostafa Ouezekhti, François Roelants du Vivier.

Ecolo : Mme Dominique Braeckman, MM. Paul Galand, Bernard Ide.

PS : Mmes Michèle Carthé, Anne-Sylvie Mouzon.

cdH : M. Denis Grimberghs.

Membres suppléants :

MR : Mme Françoise Bertieaux, MM. Marc Cools, Serge de Patoul, Mmes Caroline Persoons, Marie-Jeanne Riquet, Françoise Schepmans, M. Philippe Smits.

Ecolo : M. Christos Doulkeridis, Mmes Geneviève Meunier, Anne-Françoise Theunissen, Bernadette Wynants.

PS : MM. Willy Decourty, Michel Mook, Joseph Parmentier.

cdH : MM. Benoît Cerexhe, Michel Lemaire.

Secrétaire administratif effectif: M. Daniel Berlamont.

Secrétaire administrative suppléante : Mme Nathalie Finet.

Commission de Coopération avec d'autres Parlements

La commission de coopération avec d'autres parlements est composée des membres du Bureau élargi.

Présidente : Mme Caroline Persoons.

Vice-présidents : MM. Alain Adriaens, Michel Moock, Philippe Smits.

Membres :

MR : MM. Serge de Patoul, Claude Michel, Mme Caroline Persoons, M. Philippe Smits.

Ecolo : M. Alain Adriaens, Mmes Dominique Braeckman, Marie-Rose Geuten.

PS : MM. Michel Moock, Mahfoudh Romdhani.

cdH : M. Michel Lemaire.

Secrétaire administrative effective : Mme Chantal Wauthier.

Secrétaire administratif suppléant : M. Daniel Berlamont.

Commission spéciale du Budget et du Compte de l'Assemblée

Président : M. Yaron Pesztat.

Membres

MR : Mmes Françoise Bertieaux, Danielle Caron, MM. Jean-Pierre Cornelissen, Marc Cools.

Ecolo : MM. Christos Doulkeridis, Yaron Pesztat.

PS : Mme Anne-Sylvie Mouzon, M. Mahfoudh Romdhani.

cdH : M. Michel Lemaire.

Remplaçants éventuels

MR : M. François Roelants du Vivier.

Ecolo : M. Bernard Ide.

PS : M. Alain Bultot.

CdH : M. Joël Riguelle.

Secrétaire administratif effectif : M. Gaël Watteuw.

Secrétaire administrative suppléante : Mme Nathalie Finet.

Commission spéciale du Règlement

La commission spéciale du règlement est composée des membres du Bureau élargi.

Présidente : Mme Caroline Persoons.

Vice-présidents : MM. Alain Adriaens, Michel Moock, Philippe Smits.

Membres :

MR : MM. Serge de Patoul, Claude Michel, Mme Caroline Persoons, M. Philippe Smits.

Ecolo : M. Alain Adriaens, Mmes Dominique Braeckman, Marie-Rose Geuten.

PS : MM. Michel Moock, Mahfoudh Romdhani.

cdH : M. Michel Lemaire.

Secrétaire administrative effective : Mme Nathalie Finet.

Secrétaire administratif suppléant : M. Gaël Watteeuw.

Commission de Contrôle des Communication gouvernementales

La commission de Contrôle des Communications gouvernementales est composée des membres du Bureau élargi.

Présidente : Mme Caroline Persoons.

Vice-présidents : MM. Alain Adriaens, Michel Moock, Philippe Smits.

Membres :

MR : MM. Serge de Patoul, Claude Michel, Mme Caroline Persoons, M. Philippe Smits.

Ecolo : M. Alain Adriaens, Mmes Dominique Braeckman, Marie-Rose Geuten.

PS : MM. Michel Moock, Mahfoudh Romdhani.

cdH : M. Michel Lemaire.

Secrétaire administratif effectif : M. Gaël Watteuw.

Secrétaire administrative suppléante : Mme Nathalie Finet.

Comité d’Avis pour l’Egalité des Chances entre les Hommes et les Femmes

Présidente : à désigner.

Vice-présidente : Mme Dominique Braeckman.

Secrétaire : M. Philippe Smits.

Membres

MR : Mmes Danielle Caron, Marie-Jeanne Riquet, Françoise Schepmans, M. Philippe Smits.

Ecolo : M. Alain Adriaens, Mme Dominique Braeckman.

PS : Mme Isabelle Emmerly, Mme Anne-Sylvie Mouzon.

cdH : Mme Béatrice Fraiteur.

Secrétaire administrative effective : Mme Anne Huygens.

Secrétaire administrative suppléante : Mme Françoise Ledoux.